

13<sup>e</sup> année · Nouvelle série

**c.m.**  
revue mensuelle

N° 101

Février 1982

Anne Herscovici

**LES FEMMES  
ET LA CRISE**

Pierre Joye

**LE RAPPORT  
SPITAEELS**

Face à la presse

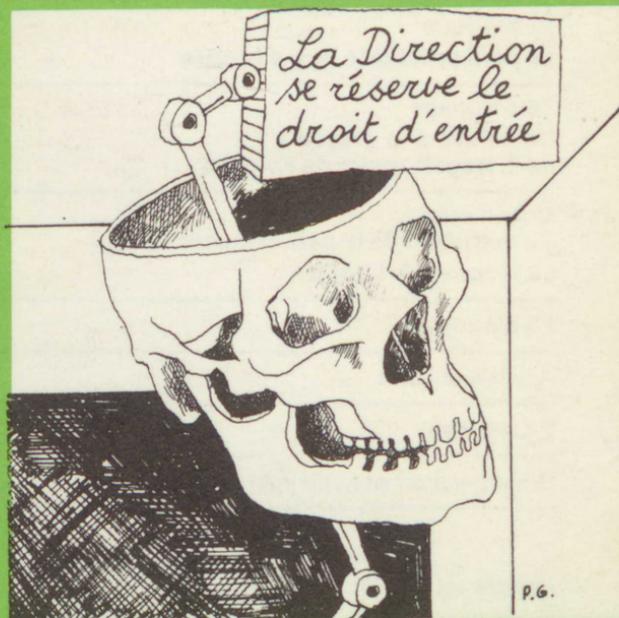
**J. NAGELS  
RETOUR  
DE POLOGNE**

Deux documents :

**P.C.U.S.-P.C.I.**

Daniel Fedrigo

**CONTRE  
LE RACISME  
ET LA  
XÉNOPHOBIE**



**cahiers  
marxistes**

## Sommaire

---

Daniel Fedrigo <b>Contre le racisme et la xénophobie : le droit de vote aux immigrés</b>	p. 1
Anne Herscovici <b>Les femmes face à la crise</b>	p. 7
Pierre Joye <b>Le parti socialiste face à la crise</b>	p. 12
Témoignage <b>Un « Face à la presse » de J. Nagels rentré de Pologne</b>	p. 18
Documents : Au détriment de la paix et du socialisme	p. 23
La réponse de l'Unité	p. 29
En diagonale	p. 38
A livres ouverts	p. 44
En revues	p. 49
Un appel d'air pour Oxygène	p. 51

---

*Dessins de Paul Gobert.*

### Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

### Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vander-motten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

**Secrétaire de rédaction :** Pierre Ergo

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Contre le racisme et la xénophobie :

## Le droit de vote aux immigrés

1981 a vu notre Parlement national adopter un projet de loi « tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ». Tous les démocrates s'en sont réjouis, non sans raison. Malheureusement, une telle loi ne règle pas à elle seule tous les problèmes, et à elle seule ne nous met bien entendu pas en mesure de changer les mentalités.

Changer les mentalités : voilà le gros morceau lâché. Mais c'est bien de cela qu'il s'agit lorsque la population de notre pays comporte une dizaine de pour-cent d'immigrés, et lorsque nous sommes encore et toujours les témoins de paroles et d'actes relevant du racisme et de la xénophobie. Témoins, oui. Témoins impuissants, certainement pas ; d'ailleurs, nous ne pouvons pas nous le permettre, sous peine d'être complices. D'où notre participation aux « Assises contre le racisme » des 19, 20 et 21 mars à Bruxelles : nous la considérons comme un devoir.

Les notions de racisme et de xénophobie me semblent inévitablement liées à la non-acceptation de la différence de « l'autre », différence réelle ou imaginaire, différence physique, culturelle, sociale ou simplement ethnique. Les démocrates se souviendront sans doute de cette très belle phrase : « refuser le racisme, c'est accepter la différence », accepter que « l'autre » puisse être autre tout en méritant les mêmes droits, le même respect, par le fait même de son existence d'être humain.

Les sentiments de racisme-peur et de racisme-rejet peuvent, selon les circonstances, passer d'un état latent à un état exacerbé. Ces circonstances sont en premier lieu d'ordre économique, l'économique conditionnant la relative acceptation ou le rejet, l'économique favorisant la relative intégration ou l'exclusion, favorisant le contact culturel ou le choc des cultures.

---

\* Député communiste.

Pour bien le comprendre, il convient de se référer à l'histoire de l'immigration. Pour ma part, je préfère me référer en priorité et plus particulièrement à l'histoire de l'immigration italienne en Belgique, non parce qu'elle me paraîtrait plus importante ou significative qu'une autre, mais parce que c'est elle que je connais le mieux pour en avoir été, en partie, le témoin, et pour l'avoir vécue dans son aspect « seconde génération ». Cet article m'offre une occasion unique d'apporter ce bref témoignage personnel à l'immense dossier de l'injustice capitaliste et à son important chapitre de l'injustice raciste.

Et d'abord les grandes lignes. La première grande vague d'immigration italienne en Belgique date des années 20, et trouve ses causes dans la situation économique désastreuse de l'Italie et la montée du fascisme dans ce pays d'une part, et d'autre part dans la nécessité pour le capitalisme belge de trouver de la main-d'œuvre à bon marché pour le travail de fond dans les charbonnages. La deuxième vague d'immigration italienne se situe au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le gouvernement belge de l'époque avait une nouvelle fois choisi le charbon comme moteur de la relance économique, et ce charbon devait être fourni à bon marché pour relancer l'économie capitaliste. Le remplacement des prisonniers de guerre allemands se fit grâce aux accords d'immigration conclus entre la Belgique et l'Italie en 1946 et l'arrivée massive des Italiens que je suis tenté d'appeler les « prisonniers de paix ». Cette arrivée massive n'alla pas sans poser des problèmes, créant une situation de choc des cultures entre populations non préparées à la rencontre mutuelle. A l'époque, pas plus qu'aujourd'hui, ni les entreprises ni le gouvernement n'avaient prévu de structure d'accueil, l'accueil se résumant à une mise en ghettos.

Mon père, Egidio — ou Gino — faisait partie de cette seconde vague. En 1947, dans son village des montagnes du Frioul, il est bûcheron et a 19 ans. Sa vie, c'est la montagne, non pour l'air pur et les petits oiseaux, mais parce que c'est elle qui lui permet de vivre — ou plutôt de survivre. C'est elle qui l'a caché pendant la guerre, avec le groupe de résistants de Vénétie dans lequel il a lutté contre fascistes et nazis. C'est elle qui offre ses arbres à la cognée pour la fabrication du charbon de bois.

Dans ces montagnes, on travaille « avec le soleil » pour un quignon de pain et un bout de fromage, et à défaut de pain, on se fait la « polenta » (1). Dans ces montagnes, aucun confort, car même le nécessaire fait défaut. Et arrive la nouvelle de l'existence de pays de cocagne où chacun peut non seulement travailler mais manger à sa faim. Egidio, le bûcheron, se rend au bureau d'embauche pour ces pays de rêve qui ont nom Belgique, France ou Australie. On s'embauche pour les charbonnages, les carrières ou les fours à chaux. Les conditions de travail ? Aucune importance, tout se passera bien, vous verrez.

Alors on verra, et on s'engage pour le premier départ : c'est pour la Belgique et les fours à chaux. Ils sont plusieurs dizaines à prendre le même train. Mon père voyage avec un de ses frères et plusieurs cousins ; ce n'est pas un hasard, car ils ont tous vécu la même misère.

---

(1) Polenta : farine de maïs cuite à l'eau.

L'arrivée en Belgique restera à tout jamais marquée dans leurs mémoires. Ce qui les attend, c'est la pluie, et dans la pluie un camion non-bâché qui les emmène comme du bétail à l'usine de la Vieille-Montagne de Flône. Ce qui les attend, c'est une salle froide et sale où ils devront dormir à vingt. Et puis, c'est le contact avec les fours, la chaleur, la fumée; leurs poumons de montagnards n'en veulent pas, leurs bras se couvrent d'ampoules : c'est l'enfer. Quelques semaines plus tard, ils seront transférés au siège de Hollogne-aux-Pierres. C'est pire encore, car ils sont entassés dans des baraques en bois et surveillés le soir par un gardien de l'usine (on ne sait jamais, avec ces sauvages); s'ils s'absentent plusieurs jours du travail, malades ou pas, c'est le chemin de la frontière avec escorte de la gendarmerie. Le pays a besoin de travailleurs, pas de travailleurs malades. Les expulsions arbitraires se multiplient; ceux qui ne sont pas exclus essaient de « filer droit » et deviendront, dans ces camps d'acclimatation, les nouveaux esclaves des temps modernes.

Il semble assez incroyable qu'ils ne soient pas repartis. Mais on ne peut rentrer dans son pays gros-Jean comme devant, question de fierté. Surtout, ils ne peuvent pas croire à cette réalité. Ce n'est pas possible, c'est qu'ils ne comprennent pas bien la situation, et c'est sans doute parce qu'ils ne parlent pas la même langue que le contremaître. Cette langue des maîtres, ils l'apprennent « sur le tas », mi-wallon, mi-français, avec un zeste d'italien ou de patois. Après plusieurs mois, ils arrivent à se faire comprendre. Et ils commencent aussi à comprendre : comprendre les ordres, comprendre les remarques, et comprendre les insultes racistes dues à ce mur d'incompréhension, comprendre que quand on est Italien, on est assimilé à un fasciste, même si on s'est battu contre les fascistes, même si on a vu sa maison brûlée par les nazis, même si les copains ont été torturés, même si on a contribué à la victoire, même si on est communiste.

Ce sont les mêmes insultes racistes qui m'ont été adressées quelques années plus tard. Quand on naît d'un père immigré et d'une mère belge, on reste un immigré, on fait partie des « immigrés de la seconde génération ». Pour la première ou la seconde, les insultes sont les mêmes, et les invitations aussi : « Rentre chez toi » (mais je suis chez moi), « Rentre dans ton pays » (mais je suis dans mon pays). C'est cette dernière remarque qui m'a fait demander à ma mère, lorsque j'avais quatre ans, de retour de l'école (gardienne!) : « Maman, c'est quoi, un pays ? »

Près de trente ans plus tard, après un long itinéraire d'intégration passant par l'université, j'entends encore souvent faire référence à mon origine italienne — en fait, trop souvent pour que ce soit toujours honnête. Je fais désormais partie de ces générations de déracinés, considérées en Belgique comme « pas tout à fait belges », en Italie ou d'autres pays d'origine comme des étrangers. La question reste posée, car en fait, « c'est quoi, un pays ? » N'est-ce pas là où on se sent chez soi ? N'est-ce pas là où on a sa famille, où on travaille, où on « fait » sa vie ? De durs combats restent à mener autour de cette notion d'appartenance et de cette autre notion de pays, et ces notions demandent des définitions communes.

Au début des années 50, l'intégration de ces immigrés italiens de la première génération est facilitée par une conjoncture économique plus favorable. Leur présence n'est plus alors considérée comme dangereuse par les autres travailleurs, l'esprit de compétition entre travailleurs, tant appréciée par les forces de droite, tend à s'effacer et le racisme qui y est lié devient latent. Il ne disparaît pas, cependant, et n'attend qu'une dispute bénigne pour refaire subitement surface. Il continue, et continuera par la suite, à toucher ces immigrés de la première comme de la seconde génération et n'attendra que l'occasion de l'aggravation de la crise du capitalisme pour se durcir de nouveau et redevenir très agressif. Il visera davantage les immigrés plus récents, arabes et turcs en particulier.

Ce racisme contribue très fortement à la division du monde du travail, et cette division contribue fortement au renforcement des forces de droite et de leurs partis, comme l'ont une fois de plus démontré les élections de novembre 1981 ; il suffit aussi de considérer quelle presse est la plus raciste pour pouvoir juger à qui ce crime profite.

C'est dans cette même presse que l'on rencontre de plus en plus d'allusions à ce que j'appellerai le « mythe du seuil de tolérance ». Ses défenseurs le définissent comme étant la proportion d'étrangers à ne pas dépasser sous peine de voir apparaître des réactions de rejet de la part de la population autochtone. Mais il s'agit bien d'un mythe, car ce fameux seuil n'est jamais précisé par personne, car aucune corrélation statistique ne l'atteste ; ajoutons que tous les sociologues et anthropologues travaillant sur les relations inter-ethniques le rejettent.

La référence à ce fameux « seuil de tolérance » arrange bien ceux qui voudraient réorganiser à leur profit l'espace urbain, mais lorsqu'on a affaire à l'intolérance de la population autochtone, il faut bien préciser les prémisses de cette intolérance. En effet, elle est bien moins la cause d'une politique communale anti-immigrés que sa conséquence directe. Ce n'est pas un hasard si les immigrés se retrouvent très souvent confinés à des quartiers-ghettos qui sont aussi des quartiers-taudis. La cause en est qu'ils se trouvent confrontés à la nécessité de se trouver des logements à bon marché, alors qu'ils sont généralement exclus du logement social. Les logements à bon marché sont, dans les villes, ceux qui sont laissés sans entretien, par exemple parce qu'ils sont en sursis d'expropriation ; les habitants les moins exigeants parce que les plus démunis y affluent, et nous assistons dès lors à la constitution de communautés-ghettos dans des quartiers-taudis.

C'est lorsque les autorités communales ont bien laissé pourrir le problème qu'elles invoquent le « seuil de tolérance ». Ce mythe leur permet de masquer les vraies responsabilités, celles qui résident dans l'absence totale de politique d'accueil au niveau qui est le leur. Jusqu'à présent, elles n'ont donné aux immigrés ni le droit à un logement décent, ni le droit aux espaces verts, ni le droit à une scolarisation adaptée, ni le droit à la connaissance de la langue du pays d'accueil, ni tout ce qui découle de ce droit (intégration à l'entourage immédiat, compréhension des règlements, des baux, ...).

De plus, nous observons la même fuite de la part des autorités nationales, et plus particulièrement de la part du gouvernement Mar-

tens V. Selon l'accord de gouvernement, celui-ci « favorisera l'intégration des étrangers » par la naturalisation. La belle affaire ! Voilà donc nos ministres persuadés que la naturalisation supprime tous les problèmes des immigrés, du salaire au logement en passant par la scolarité. Je crains fort pour ma part que ce ne soit vrai que pour certains joueurs de football ou d'autres sports-vedettes. Plus grave pour les immigrés venant des pays extérieurs à la CEE et en chômage « de longue durée » : le gouvernement prendra des mesures « afin de permettre par des incitants financiers leur retour et leur réinsertion dans leur pays d'origine ». Les paroles de la chanson sont plus honnêtes : « quand on a pressé le citron, il faut jeter la peau », et en tout cas, en ce qui concerne le chômage, on trafique les chiffres comme on peut — et ce n'est pas brillant. Cette mesure ne toucherait « que » quelque 4.000 immigrés (et leurs familles), mais ils représentent 4.000 unités non-désirées dans les statistiques de l'ONem.

Pour que soient reconnus les droits des immigrés, nous ne pouvons compter sur la seule bonne volonté des autorités en place ; elles sont même parfois (?) les premières à ne pas les respecter. Il apparaît de plus en plus clairement que la reconnaissance de ces droits passe par le droit de vote et d'éligibilité des immigrés, et c'est ce combat que les progressistes doivent à présent mener devant l'échéance très rapprochée des élections communales d'octobre 1982, gardant bien à l'esprit que le droit de vote est un moyen, et non un but en soi.

Le droit de vote donnera aux immigrés le poids électoral qui devrait démocratiquement être le leur, et le droit d'éligibilité leur permettra une participation effective aux prises de décisions qui les concernent. Ces droits leur sont dus, car les immigrés, qu'ils soient ou non originaires de pays membres de la CEE, non seulement travaillent, ont contribué et contribuent au développement du pays et paient leurs impôts, mais ils interviennent aussi par leur seule présence à la fixation du chiffre des députés et des conseillers provinciaux et communaux.

Il s'agit de mettre en pratique notre conception de la démocratie, qui ne peut être tronquée. Cette lutte pour le droit de vote des immigrés s'inscrit dans la continuation de la longue lutte du peuple belge pour les droits civils et politiques, lutte pour le suffrage universel ou lutte pour le suffrage des femmes. L'expérience des conseils consultatifs doit être dépassée ; les démocrates ne peuvent plus se contenter de ces conseils qui n'ont, comme résultat précis, que donné bonne conscience à leurs gentils organisateurs.

De plus, contrairement aux affirmations de certains racistes mal renseignés, la Belgique ne serait pas le premier pays à donner le droit de vote aux immigrés : la Suède, le Danemark, l'Irlande et le Canton de Neuchâtel (Suisse) nous ont précédé.

Les adversaires du droit de vote des immigrés en Belgique évoquent aussi une objection de constitutionnalité. Cette objection, cependant, ne devrait pas s'appliquer aux élections communales. En outre, notons que lorsque le député communiste Marcel Levaux demanda la révision de l'article 4 de la Constitution, sa demande fut repoussée sur la base qu'une telle révision n'était pas nécessaire pour étendre le droit de vote aux immigrés. Ce n'est que lorsque des propositions de loi sont

déposées que la révision de l'article 4 est présentée comme étant nécessaire.

C'est dans ce contexte qu'a été déposée à la Chambre la proposition communiste « tendant à accorder aux étrangers le droit de vote et d'éligibilité aux conseils communaux, de fédérations et d'agglomérations de communes », reproduite en annexe. Elle ne pose qu'une condition supplémentaire à celle exigée des Belges pour le droit de vote et d'éligibilité : résider en Belgique depuis 5 ans au moins, durée généralement admise pour que l'immigré puisse maîtriser sa situation et participer en bonne connaissance de cause.

Cette proposition fera sans doute l'objet de larges débats. Tant mieux, car c'est dans les débats qu'elle se renforcera et trouvera le soutien dont elle aura besoin. Les « Assises contre le racisme », auxquelles j'ai fait allusion plus haut, seront aussi une excellente occasion de le vérifier.

### PROPOSITION DE LOI.

Article 1. L'article 1 de la loi électorale communale est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Sont également électeurs pour la commune ceux qui, sans distinction de sexe, bien que ne possédant pas la qualité de Belge, ont 18 ans accomplis et résident en Belgique depuis 5 ans au moins ».

Article 2. L'article 65, 1° de la même loi est complété comme suit :

« ou résider en Belgique depuis 5 ans au moins ».

Article 3. Le Roi est habilité à adapter et compléter la loi électorale, y compris les dispositions finales et celles concernant les exclusions et suspensions, en vue de les mettre en concordance avec les dispositions de la présente loi et d'assurer l'exécution de celle-ci.

11 décembre 1981.

D. FEDRIGO.

J. NAGELS.

#### A LIRE AUSSI DANS LES C.M. :

- Les droits politiques des immigrés (J. Moins, avril-mai 1981)
- Le statut des étrangers (J. Moins, mars 1981)
- Chez eux chez nous : les immigrés (table ronde, avril 1980)

# Les femmes face à la crise

Comme 1975 est loin !

Vous souvenez-vous de cette année où tout le monde parlait de la libération des femmes ? Six ans plus tard, les discours ont jauni, les mots se sont envolés, bousculés par la crise. Mais les aspirations des femmes à une vie différente, aspirations que ces discours ont nourries, sont toujours bien là. Il reste aussi des commissions, des textes légaux qui introduisent plus d'égalité en matière de salaires, d'accès à l'emploi, à la formation professionnelle. Et cela n'est pas négligeable — cela n'a d'ailleurs pas été offert — même si ces textes ne pèsent pas lourd aujourd'hui en raison de l'aggravation de la crise.

## UN DOUBLE MOUVEMENT

Six ans plus tard, le nombre de chômeurs a plus que doublé : l'augmentation est de 25 % pour les hommes, de 75 % pour les femmes. L'écart entre salaires féminins et masculins s'est creusé : en 1975, les salaires féminins représentaient 71,2 % des salaires masculins, en 1980, ils ne représentent plus que 69,4 %.

Un double mouvement s'est donc produit : la situation des femmes s'est améliorée en droit, elle s'est détériorée dans les faits.

Pourtant, dans le même temps, les femmes se présentent ou souhaitent se présenter de plus en plus nombreuses sur le marché de l'emploi. Les chiffres témoignent même que les jeunes femmes poursuivent plus souvent qu'auparavant leur activité professionnelle quand elles ont des enfants.

Il est difficile, même pour un ministre CVP, de ne pas admettre cette évolution quand il s'adresse aux femmes chefs d'entreprise. « L'intégration des femmes dans la vie économique, sociale et politique est justifiée non seulement par la nécessité économique, mais aussi par la ferme volonté des femmes de prendre, à l'égal des hommes, une part active à l'ensemble de la vie en société et non plus seulement à la vie familiale. C'est une révolution de notre époque. » Et Wilfried Martens, c'est de lui qu'il s'agit, de constater le maintien d'inégalités profondes entre hommes et femmes, inégalités que « les responsables politiques de notre pays ne peuvent plus accepter. » C'était en janvier 1980.

## DANGEREUX

Accepter cette situation est effectivement dangereux : elle est révélatrice d'une contradiction inhérente aux rapports capitalistes de production et elle est susceptible d'ouvrir beaucoup d'yeux sur la nécessaire articulation entre lutte des femmes et lutte des classes.

Mais revenons à nos ministres qui ont plus d'un tour dans leur sac. Moins d'un an après les solennels constats de Martens, son collègue socialiste Roger De Wulf donnait l'exemple en prenant ses fameux arrêtés royaux de décembre 1980, qui pénalisent les femmes en droit et dans les faits.

Pour rappel, il s'agit notamment de réduire presque au minimum l'allocation de chômage attribuée aux cohabitants et aux isolés — en chômage depuis plus de deux ans. Et comme par hasard, la durée moyenne du chômage des femmes est actuellement de plus de deux ans et la majorité des isolés et la plupart des cohabitants sont des femmes.

C'est là précisément ce que la directive européenne du 19 décembre 1978 sur l'égalité des traitements en matière de sécurité sociale appelle en la condamnant une discrimination indirecte : « Le principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence notamment à l'état matrimonial ou familial. »

Il est vrai que cette directive ne prévoit sa mise en œuvre par les Etats membres qu'en 1984.

L'avantage de la formule De Wulf est évidemment de pouvoir se présenter comme neutre et innocente, alors même qu'elle atteint essentiellement les femmes.

## LE CULTE DE LA FAMILLE

Dès le début de 1980 d'ailleurs, la presse financière, qui se soucie peu de ménager les apparences, menait campagne sur les « 95 % des femmes en chômage complet, qui n'étaient pas chefs de ménage », en rappelant sans vergogne qu'à l'origine, la réglementation du chômage n'indemnisait que les personnes en état de besoin. Aujourd'hui, Martens et ses amis libéraux — qui dansent mieux sur l'air européen quand il s'agit de démanteler la sidérurgie ou d'« aménager » la liaison des salaires à l'index — se sont engouffrés dans la brèche ainsi ouverte.

Dans leur programme gouvernemental, au chapitre sauvegarde de la sécurité sociale, on peut lire : « Bien que les allocations de la sécurité sociale constituent un droit individuel, la sécurité sociale devra être orientée de plus en plus vers les familles.

Cela signifie notamment que la capacité contributive, la composition de la famille et la situation de l'assuré social pourront constituer un critère dans la fixation des indemnités de la sécurité sociale ».

Contre tout principe d'égalité devant le travail, le droit à la sécurité sociale serait donc subordonné aux conditions de ressources des familles. (1)

(1) C'est l'orientation défendue en 1978 déjà par les représentants des employeurs à la Commission du travail des femmes (Rapport d'activité 1978, p. 61).

Et le ministre Dehaene a beau affirmer qu'il n'est pas question de recourir à la notion d'état de besoin, on peut légitimement se demander si de fait, les pouvoirs spéciaux aidant, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

En tout état de cause, si le ministre s'interroge sur la nécessité de certaines prestations pour des ménages bénéficiant de revenus élevés (qui fixe la barre à quel niveau, en y introduisant les revenus du capital ?), il s'agit de régler cette question de la hiérarchie des revenus non au travers de la sécurité sociale mais par une fiscalité adéquate. De cela, évidemment, les néo-libéraux ne veulent pas.

### LE BOUT DE L'OREILLE

A vrai dire, cette orientation montre déjà le bout de l'oreille dans la loi du 22 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale. Et l'on constate là encore que sous prétexte du moindre mal, les socialistes ont contribué à préparer le terrain pour le pire.

Seuls les fanatiques des débats parlementaires se souviennent de la polémique qui opposa alors le député communiste Georges Glineur et le ministre Dhoore. A propos de la différenciation des prestations suivant la « situation familiale », Georges Glineur fit remarquer : « Les chômeurs connaissent les effets désastreux de l'application de l'arrêté qui les concerne. C'est une réalité. Cet arrêté est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 81 et le chômeur vivant en famille verra son allocation de chômage réduite au minimum des moyens d'existence si un membre de la famille travaille régulièrement. Et c'est vrai pour des dizaines de milliers de femmes chômeuses dont le mari travaille et pour des milliers de jeunes dont le père ou la mère travaille ».

Et de poser la question : « Sont-ce de telles mesures que vous entendez prendre pour assurer la différenciation des prestations suivant la situation familiale ? » Le ministre Dhoore, collègue de De Wulf fit un « signe de dénégation » !

Il y a près de quinze jours, interrogé à la BRT sur ce qu'il fallait entendre par « une sécurité sociale plus orientée vers les familles », Martens a fait explicitement référence à ses sources d'inspiration : les arrêtés royaux de De Wulf. Ceux-là même contre lesquels les femmes de la FGTB, de la CSC, du PCB, de Vie féminine, des groupes féministes... ont décidé de se battre *ensemble*. Et c'est cette coordination des « Femmes contre la crise » qui prépare depuis plusieurs mois, à l'occasion de la journée internationale des femmes, une manifestation sur les thèmes : droit au travail, droit aux allocations de chômage, maintien du pouvoir d'achat et indépendance économique de la femme.

Bref, une plate-forme que le programme gouvernemental prend directement à contre-pied, en arrêtant des mesures qu'il espère dissuasives du travail professionnel des femmes. Non seulement le travail des femmes est sanctionné puisque susceptible de faire perdre le droit à certaines prestations de sécurité sociale. Mais de plus, les revenus des familles des travailleurs sont visés. Il ne s'agit donc pas que des femmes dans cette affaire.

### LES BEAUTÉS DU TEMPS PARTIEL

Il faut rappeler à ce propos que 700.000 travailleuses cotisent aux allocations familiales sans aucune contrepartie, faisant rentrer 16 mil-

liards dans les caisses de l'ONAFTS. 700.000 travailleuses cotisent, sans avantage spécifique, en régime « Soins de santé », pour onze milliards de francs par an.

C'est la même intention de ne pas reconnaître le droit au travail des femmes qui inspire les dispositions du programme gouvernemental préconisant l'encouragement du travail à temps partiel. La volonté du pouvoir et du patronat de maintenir la main-d'œuvre féminine dans une situation marginale, jouant un rôle d'appoint sur le marché de l'emploi, apparaît aujourd'hui nettement.

La promotion du travail à temps partiel est un des six axes du plan de redressement proposé par Fabrimétal — du « Mal belge » en avril 80, au « Drame belge » en novembre 81.

Incapable de créer des emplois mais n'osant pas s'attaquer de front à la volonté des femmes d'exercer une activité professionnelle, la droite moderne a ajusté son discours, l'a mis au goût du jour et s'est fait le champion du travail à temps partiel, sous prétexte de concilier travail et famille.

Le piège est habile, parce que cette formule prend en compte de réelles difficultés des femmes à mener de front vie professionnelle et vie familiale. Difficultés que la classe dominante se garde bien de résoudre, ce qui lui permet de diffuser une idéologie qui, autour du rôle familial des femmes, ne concède qu'une place mineure à leur rôle professionnel. (2)

Or, le plus souvent, le travail à temps partiel est imposé (cela ou le chômage) et les heures de prestation exigées se situent le plus souvent aux heures des retrouvailles familiales (pour les grands magasins, par exemple, le samedi et les soirs de 17 à 20 heures). Les femmes ne veulent plus être écartelées entre vie professionnelle et vie familiale, c'est vrai. Mais elles ne veulent pas d'une vie professionnelle au rabais ou marginale (par l'absence de formation, de promotion, de salaires décents) et elles ne veulent plus d'une vie familiale amputée, où les enfants ne sont pas élevés aussi par leurs pères.

Pour sortir de là, il faudra créer des emplois et réduire le temps de travail pour tous.

La crise met en évidence de façon plus éclatante que jamais à quel point la lutte des femmes pour leur autonomie est intimement liée au combat pour l'émancipation sociale de la classe ouvrière, pour la reconnaissance du droit au travail à part entière et contre les idées rétrogrades qui tentent de faire passer les inégalités pour naturelles.

---

(2) Un député anglais, approuvé par le secrétaire d'Etat à l'Education, M. Rhodes Boyson, le disait fort crument il y a près de six mois : « Si le nombre de crèches était réduit, les mères seraient obligées de passer plus de temps avec leurs enfants. Cela améliorerait la vie de famille et aiderait à réduire le chômage ».

# LES FEMMES MANIFESTENT CONTRE LA CRISE

Le 6 mars 1982  
à 15 heures, Place Rogier, Bruxelles

- Pour le droit au travail
- Pour le droit aux allocations de chômage
- Pour le maintien du pouvoir d'achat
- Pour l'indépendance économique de la femme

*C'est un appel de la Coordination nationale « Femmes contre la crise »  
qui regroupe syndicalistes, associations féminines, partis politiques, etc.*



## Le parti socialiste face à la crise

« Ce travail n'a pas de visée révolutionnaire. Il n'est pas non plus social-démocrate. Il se définit comme socialiste, c'est-à-dire ambitionnant la transformation graduelle de la société capitaliste en crise ».

C'est en ces termes que Guy Spitaels présente « *Faire face à la crise. Rénover et Agir* », un volumineux document qui doit servir de base de discussion au congrès que le Parti socialiste tiendra les 20 et 21 mars.

Cela signifie-t-il que le document proposé à ce congrès est plus qu'une simple riposte de circonstance au programme rétrograde, calqué sur la doctrine patronale, que le gouvernement Martens-Gol entend mettre en œuvre ? En d'autres mots, que le PS ne se borne pas à y préconiser le retour à une « gestion de la crise » un peu moins douloureuse pour le monde du travail et qu'il s'assigne le projet plus ambitieux de proposer une *autre* politique que celle menée par les gouvernements auxquels il a participé depuis juin 1977 jusqu'aux élections de novembre 1981 ? Bref, qu'il a compris la nécessité de mesures s'attaquant à certains mécanismes du capitalisme *pour sortir de la crise* ? Plusieurs partis socialistes — le parti socialiste français, le PASOK grec, le parti social-démocrate suédois et même le Labour Party britannique — se sont engagés dans cette voie. Le PS envisage-t-il de faire de même chez nous ? Le moins qu'on puisse dire est que « *Faire face à la crise* » ne permet pas de l'affirmer.

### UNE RÉFLEXION DOCTRINALE

Le Congrès des 20 et 21 mars doit permettre au parti socialiste de procéder à une « remise au point » de sa doctrine. « *Un parti qui ne se veut pas le reflet de l'idéologie dominante ne peut s'abstenir de la réflexion critique et positive. Sans cela, il perd sa raison d'être et se trouve bientôt en danger de mort* » explique Guy Spitaels dans son introduction en insistant pour que tous les militants fassent l'effort de lire ce gros « pavé » de 302 pages stencillées qu'accompagne un résumé d'une quarantaine de pages destiné aux lecteurs pressés. « *Que l'on ne me*

*fasse pas croire, ajoute-t-il, que tous les dix ans, les militants du parti ne peuvent assimiler un document équivalent à un livre de format moyen ».*

Le fait est que les problèmes idéologiques n'ont pas beaucoup retenu l'attention des socialistes belges depuis le *Congrès doctrinal* que le PSB tint en novembre 1974 au lendemain de la chute de l'équipe Leburton. Le hasard veut en effet que les congrès qu'ils consacrent à ces problèmes ont souvent lieu quand ils ne participent pas au gouvernement, même si leur préparation a commencé depuis pas mal de temps.

Celle du Congrès doctrinal de 1974, particulièrement longue, avait été décidée dès 1971, quand Léo Collard abandonna la présidence du parti. Précédé de l'élaboration de toute une série de documents de travail, ce congrès aboutit à l'adoption d'un *Message doctrinal* — « *Le socialisme aujourd'hui* » — qui tenait moins de la synthèse que de l'amalgame car ce texte flou et ambigu permettait les interprétations les plus diverses. Il n'en fut du reste plus guère question après le retour des socialistes au pouvoir.

Devant l'aggravation de la crise, André Cools envisagea toutefois, dès 1979, la tenue d'un congrès « *Rénover et Agir* » destiné à préciser les remèdes proposés par le parti socialiste. Guy Spitaels reprit l'idée à son compte lors de son arrivée à la présidence du PS et deux commissions chargées d'élaborer des textes préparatoires se mirent au travail dès le printemps dernier.

## UN DOCUMENT HÉTÉROCLITE

Ces deux commissions — une commission économique et une commission sociale — rassemblaient une cinquantaine de membres, la plupart des « têtes pensantes » du parti socialiste. Elles se réunirent à de nombreuses reprises au cours du printemps et de l'été mais le texte présenté au congrès n'est pas la synthèse de leurs travaux et ne les engage pas. Si la commission sociale ne connut guère de problèmes majeurs, à la commission économique, par contre, il fut impossible de se mettre d'accord au-delà de généralités.

Les membres des commissions se sont donc bornés à remettre des contributions partielles et c'est le président du PS qui a pris la responsabilité du texte après avoir « tranché » là où il l'estimait nécessaire et y avoir apporté des ajoutes de son cru à juger par quelques perles en jargon « sociologique » qui portent sa griffe. Par exemple, l'affirmation que « *les gens ont monnayé leurs frustrations* » (p. 10), que « *l'inflation est produite par les comportements d'acteurs frustrés et conditionnés pour éprouver toujours plus de besoins* » (p. 11) et qu'« *en accordant la priorité au quantitatif, le socialisme n'a pas compris qu'il renforçait d'autant le système capitaliste par l'installation d'une société de consommation* » (p. 158).

Ce ne sont là que vécilles mais, tel quel, le document proposé au congrès du PS forme un ensemble hétéroclite, un « patchwork » un peu bâclé où le même thème est parfois abordé à plusieurs reprises et pas toujours avec le même point de vue. C'est moins frappant dans la

seconde partie, consacrée aux *transformations sociales*, qui tient un peu du catalogue de bonnes intentions, mais c'est flagrant dans la première partie : *L'enlissement dans la crise et la stratégie pour en sortir*.

## DES IDÉES JUSTES

Cela ne signifie pas que le document que Guy Spitaels propose au congrès socialiste ne comporte pas d'idées justes, d'idées qu'il est indispensable de propager largement. Il s'en faut.

Le chapitre qui examine comment la Belgique s'est enlisée dans la crise dénonce avec raison les gaspillages insensés des ressources d'un système où la production des biens et services se maintient loin en-dessous de la production potentielle alors que les besoins élémentaires de milliers d'êtres humains demeurent insatisfaits. Il rappelle quelques faits qu'il est toujours utile de répéter, ne fût-ce que parce que les tenants du régime s'efforcent de faire croire le contraire. Notamment que si la situation de la Belgique est particulièrement difficile, ce n'est pas à cause des coûts salariaux mais avant tout parce que « *le manque de dynamisme, de créativité et d'efficacité de trop de détenteurs du pouvoir économique a conduit l'économie belge à ne pas utiliser intégralement son potentiel de production, d'ailleurs trop souvent vieilli dans sa structure* » (p. 33). Il montre que le déséquilibre de notre balance commerciale provient pour une large part de la structure de nos exportations, trop axées sur des produits régressifs, et de l'importance excessive de produits que l'industrie belge pourrait produire si elle était plus dynamique. Et il dénonce à juste titre les responsabilités d'un patronat « *dont la logique du profit ne recouvrirait pas nécessairement la logique du développement ou de la reconversion régionale* » dans la désindustrialisation de la Wallonie (p. 39).

Avec, sur ce point, une conclusion que le texte souligne et qui mérite d'être soulignée : « *La solution d'un problème structurel appelle des changements structurels. C'est donc par des réformes de structure qu'il faudra agir pour rénover. Et ce qui est à réformer, ce sont les structures de l'offre, c'est l'organisation du pouvoir économique et le fonctionnement des organes que ce pouvoir a mis en place. Rogner les salaires et réduire les impôts des entreprises, cette esquisse de la nouvelle politique industrielle selon le discours patronal, n'est qu'un projet tendancieux et inefficace. Tendancieux car tout l'effort porte sur la partie la plus " faible ", inefficace car laissant inchangé le régime qui a prouvé son incapacité* » (p. 36).

« *Faire face à la crise* » souligne également qu'« *une politique d'austérité et de flexibilité salariale qui cherche à tout prix à réduire la demande pour reporter sur " les autres " le poids du chômage et du déficit de la balance commerciale, n'a finalement, au plan mondial, d'autre sens que de précipiter l'ensemble des pays industrialisés et, avec eux, les pays en voie de développement dans une accentuation de la crise* » (p. 55). Et il se prononce nettement contre une dévaluation, « *autre version de la politique patronale* » et « *bonne affaire pour les mieux nantis* » en montrant qu'elle serait par ailleurs inefficace et en soulignant que « *l'indexation des rémunérations est le rempart du franc* » (pp. 61 à 64).

## DES SILENCES TROP PUDIQUES

Le document présenté par Spitaels critique par ailleurs sans ménagement certains aspects de la politique menée par les gouvernements qui ont dirigé le pays depuis qu'éclata la crise. « *De 1975 à 1980, explique-t-il, un certain consensus politique a existé sur la nécessité pour l'Etat de compenser le manque de dynamisme de l'économie et les conséquences de la crise. Mais le consensus a été limité à ce rôle traditionnel et passif de l'Etat. Il est le produit du poids du libéralisme économique qui rejette toute intervention cohérente et planifiée de l'Etat dans la gestion économique* » (p. 49).

Comme « *la crise actuelle n'est pas un grippage temporaire de la vie économique et sociale* », constate le document, « *la gestion au jour le jour de la crise ne nous conduira pas à en sortir* ». Or, « *depuis 1974, c'est une telle politique de gestion qui a été mise en œuvre* » (p. 68).

« *Faire face à la crise* » critique avec tout autant de lucidité la politique menée dans le domaine énergétique. « *Jusqu'ici, l'Etat belge s'est montré incapable d'organiser une politique d'URE (Utilisation rationnelle d'énergie), prenant un retard considérable sur les autres pays de la CEE* » (p. 144).

Tout cela est vrai. Mais comme le congrès doit permettre aux militants du PS de procéder à une « remise au point » nécessaire, ne conviendrait-il pas de rappeler que la politique que le document condamne fut mise en œuvre avec le concours des partis socialistes qui ont participé sans interruption au gouvernement depuis juin 1977 jusqu'à la formation de l'équipe Martens-Gol ? Ne fût-ce que pour montrer aux congressistes qu'il ne suffit pas de rédiger de beaux programmes, comme l'avait fait le Congrès doctrinal précédent, pour éviter de commettre par la suite des erreurs aussi fondamentales que celles que Spitaels dénonce aujourd'hui.

## FLOUS ARTISTIQUES

Plusieurs autres thèmes auraient gagné à être traités avec plus de rigueur car pour nombre de problèmes de première importance, « *Faire face à la crise* » pratique le flou artistique.

« *L'Etat se voit contraint de mener une politique fiscale dure à laquelle les plus fortunés se dérobent les premiers à travers l'évasion fiscale, la fraude et l'exode des capitaux* », souligne le document (p. 49). Mais on chercherait en vain des propositions précises pour empêcher ces abus. Pas un mot sur la nécessité d'un cadastre des fortunes, de la levée du secret bancaire et d'un contrôle des changes. Le texte se borne à préconiser une restructuration de l'administration et une réforme des codes fiscaux (p. 76). Et à évoquer par ailleurs — en s'inspirant du rapport du groupe Van Houtte de 1976 ! — « *la mise en place d'une politique d'éducation civique* » susceptible de provoquer « *l'éclosion d'une nouvelle éthique* » (p. 102).

En ce qui concerne la réduction de la durée hebdomadaire du travail, « *Faire face à la crise* » se situe nettement en-deça des positions de la FGTB, ne repousse pas l'hypothèse « *d'une certaine compensation salariale dans le but de favoriser la compétitivité des entreprises* » (p. 183) et déclare que, de toute façon, quelle que soit l'hypothèse rete-

nue, « un tel choix implique pour les prochaines années l'abandon de nouvelles revendications salariales » (p. 186).

« Faire face à la crise » se montre tout aussi hésitant concernant le nucléaire. « Doit-on encore accepter la construction de centrales nucléaires ? ». Le document ne répond pas à cette question et se borne à déclarer que « de toute façon, il est nécessaire d'assurer un contrôle efficace sur le fonctionnement des centrales et de veiller à ce que la sécurité maximum des populations et des travailleurs soit garantie » (p. 274).

Le texte reste tout aussi flou pour les réformes de structure qu'il déclare pourtant nécessaires. S'agit-il de celles que le mouvement ouvrier préconise depuis quelques décennies ? La nationalisation ou la mise sous statut public des secteurs clés du crédit ou de l'énergie, par exemple ? Je n'en ai pas trouvé trace dans le document. Pas un mot concernant les banques. Et pour l'électricité, après avoir rappelé que son prix est plus élevé en Belgique que dans les pays voisins, le texte se contente de « souligner la nécessité d'une plus grande transparence des tarifs et des prix » (pp. 128-129).

## ET DES PROPOSITIONS ÉTONNANTES

Quant aux holdings, le chapitre qui leur est consacré m'a laissé pantois car s'il propose de les « réformer », c'est semble-t-il pour leur bien, pour qu'ils retrouvent plus de vigueur.

Ce chapitre rappelle que, depuis vingt ans, les holdings se sont progressivement désengagés de l'industrie pour s'orienter vers des activités qu'ils estimaient plus rentables et moins risquées (l'énergie, les banques, les assurances, l'immobilier, les participations à l'étranger). En ajoutant, ce qui est également exact, que, dans beaucoup de cas, les dirigeants des holdings belges ont mal mené leur barque : « Les méthodes surannées ont produit une politique caractérisée par le manque de vision d'ensemble, l'absence de prospective, le conservatisme intellectuel ». Dès lors, conclut le texte, il faut procéder à une « réforme des holdings », il faut « les contraindre à se doter de puissants instruments de gestion moderne et à prouver leur capacité d'initiative et leur capacité stratégique » (p. 110). Bref à redevenir des capitalistes dynamiques et compétents !

Un autre passage est tout aussi étonnant. Constatant que « la logique du profit conduit les détenteurs de capitaux à rechercher les secteurs où la rentabilité est la plus élevée », le document suggère que les secteurs les moins rentables, les industries de base notamment, soient financés par des organismes qui ne sont pas soumis à la logique du profit maximal, tels les instituts publics de développement. Ce qui permettrait aux « formes traditionnelles de collecte de capitaux à risque de s'orienter vers des industries plus légères et plus prometteuses » (pp. 80-81).

Cela paraît un peu confus mais le résumé-annexe explique sans ambages ce que cela signifie : « Il conviendra que le secteur public finance les activités à haut risque et faible rentabilité » (p. 12). En laissant donc les « poires juteuses » au secteur privé ? Curieuse façon de « transformer graduellement la société capitaliste » !

## COMMENT ET AVEC QUI?

Tel est le curieux cocktail que Guy Spitaels propose au parti socialiste en invitant ses militants à le discuter et à l'amender. Car ce document constitue, a précisé le président du PS, une « pièce à casser » que les fédérations, les sections, les apports individuels peuvent corriger et enrichir avant d'être soumis au congrès où le parti socialiste invitera « ce qu'il est convenu d'appeler l'ensemble de la gauche belge ».

Pour prendre contact avec toutes les forces dont le concours sera nécessaire si on veut vraiment imposer une *autre* politique que celle pratiquée jusqu'ici ? Il ne le semble pas. Nulle part dans le document n'est question de rassemblement des progressistes. « *On ne parlera pas de ça au congrès* », a dit Guy Spitaels. « *Il faut d'abord que la population expérimente la pleine dimension de la politique néolibérale* ».

Le président du PS partagerait-il l'avis de ceux qui estiment qu'il faut « *que les travailleurs mangent du foin* » pour y voir plus clair ? En oubliant que la misère n'est pas toujours bonne conseillère, il s'en faut.



Dessin prévu pour un article de P. Joye sur les classes sociales, reporté à mars.

## Un « Face à la presse » de J. Nagels rentré de Pologne

Rentré de Pologne où il avait escorté un convoi de 70 tonnes de vivres et de médicaments collectés par les étudiants de l'ULB et destinés à l'hôpital académique de Gdansk, Jacques Nagels a rendu compte de sa mission devant la presse, à Bruxelles, le 29 janvier dernier.

Jacques Nagels est membre du comité de rédaction des Cahiers marxistes, nos lecteurs le connaissent bien. Il n'est cependant pas inutile de rappeler qu'il est professeur d'économie politique et président de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques de l'ULB. Qu'il est animateur du Groupe d'économie marxiste et coauteur de quatre ouvrages publiés par le GEM — « Belgique, pays en voie de sous-développement ? », « SOS Sidérurgie », « Contre-projet pour l'Europe », « Lexique économique du GEM ». Et que, depuis le 8 novembre 1981, il est aussi député communiste du Brabant wallon.

On comprendra dès lors que sa conférence de presse ne se soit pas bornée à un témoignage sur les contacts assurés à Gdansk, mais que s'y soient joints une analyse de la crise polonaise, ainsi que des réponses à diverses questions.

L'analyse de la crise polonaise ne date pas d'hier : c'est dans la livraison de décembre 1980 des CM que Jacques Nagels signait une étude intitulée « *Pologne 1970-1980 : dix ans d'économie, bilan d'une politique* ». Croissance exubérante de 1971 à 1975, stagnation au cours des cinq années suivantes et plus précisément « stagflation » en 1978 et 1979, telles sont les étapes essentielles d'une politique « menée à la hussarde », et dont les conséquences ont été particulièrement lourdes.

Le planificateur polonais a été, estime J. Nagels, un planificateur « lunaire ».

Il était dans la lune au lieu d'avoir les pieds sur terre.

Pourquoi ? Essentiellement parce que le Parti Ouvrier Polonais (POUP) ne se plaçait pas sous le contrôle des masses. Les décisions d'en haut n'étaient pas l'émanation de la base. Le droit à la critique était bafoué. Or seule la critique permanente permet des rectifications de tir appropriées. Seule la critique évite — c'est vrai même pour les gens les plus intelligents — de se fourvoyer dans l'erreur.

Ce qu'avait observé Nagels en 1980 a trouvé une dramatique confirmation dans les récents développements de la situation en Pologne. « Ce n'est qu'à condition que les masses deviennent partie prenante dans la détermination des objectifs du plan et dans le contrôle de son exécution ... qu'on peut rétablir un véritable consensus entre base et sommet, un nouveau contrat social entre le parti, les institutions et les citoyens, une nouvelle forme d'organisation des rapports de production en conformité avec le développement actuel des forces productives », avait-il écrit fin 1980.

## PERSISTE ET SIGNE

Rentré de Gdansk fin janvier 1982, il persiste et signe.

Une lame de fond puissante a secoué la classe ouvrière qui a rejeté non le socialisme, mais une certaine forme de socialisme, a-t-il expliqué. La volonté de renouveau, présente avec force dans « Solidarité » a certainement trouvé un écho positif au sein du POUP. Néanmoins, celui-ci n'a pas eu l'initiative. Il n'a pas eu la capacité de construire un projet de société alternatif. Il n'a pas pu assurer son rôle de guide.

La démocratisation de la société, dans un pays où le parti unique joue cette fonction « totalisante », passe par la démocratisation au sein du parti. Or c'est chaque fois sur pression de Solidarité que des cadres corrompus furent liquidés, que des méthodes administratives furent partiellement remplacées par des méthodes plus conformes à une saine démocratie. C'est dire que le POUP porte une écrasante responsabilité dans l'évolution de la situation.

Certes, tout n'était pas sain au sein de Solidarité. Au fur et à mesure que la situation se dégradait deux courants se renforçaient dialectiquement : un courant « extrémiste » au sein de Solidarité qui voulait transformer le syndicat en parti politique et qui voulait prendre le pouvoir politique ; un courant dur, sectaire et dogmatique au sein du POUP qui s'accrochait au pouvoir, qui n'avait pas la volonté de participer au renouveau, qui refusait le dialogue avec Solidarité. Ces deux courants se renforçaient mutuellement. De leur renforcement mutuel est issue la situation économique catastrophique de l'année 1981 caractérisée par :

— grèves et occupations d'usines qui ont perturbé considérablement la production ;

— chute du revenu national de  $\pm 20\%$  à  $30\%$  ;

— chute de la production du charbon — l'or noir de la Pologne — de 200 millions de tonnes en 1978 à 140 millions de tonnes en 1981 ;

— pénurie de biens de consommation (biens alimentaires de première nécessité, sucre, allumettes, savon, médicaments...) et renforcement de tout un marché parallèle accentuant la corruption, la fraude de devises, etc. ;

— dette extérieure en devises de  $\pm 1.600$  milliards de FB (ce qui, soit dit en passant est le même niveau par habitant que celle de la Belgique : 400 milliards de FB... mais évidemment la solvabilité de la Belgique est incomparablement plus solide) ;

— stockage de biens alimentaires dans les campagnes estimé à quelque 6,5 millions de tonnes de céréales (réflexe classique des pay-

sans : ils stockent en escomptant une hausse des prix ; réflexe d'autant plus normal que sous la période Gierek les paysans avaient payé le prix de l'accumulation rapide et que les prix de vente à l'Etat étaient demeurés très bas) ;

— le zloty cesse d'être une monnaie. La fonction essentielle de la monnaie consiste à être un moyen d'échange. Ceci suppose l'existence d'une contre-partie en marchandises. Quand celles-ci manquent, la monnaie fiduciaire se réduit à un morceau de papier.

Il est clair que cette situation économique ne pouvait pas durer. L'économie s'effondrait de plus en plus, a constaté J. Nagels.

Mais, a-t-il poursuivi, il est tout aussi clair que la responsabilité essentielle en incombe à la fraction dure du POUP et qu'une autre issue que celle de « l'état de guerre » était possible.

Par le dialogue franc et honnête entre les forces vives de Solidarité — qui elles aussi perdaient leur audience : Walesa ne disposait plus que d'une majorité de 55 % — et le courant novateur du POUP le renouveau aurait pu triompher. Pour preuve : à Gdansk où Fischbach était secrétaire politique et où le dialogue se substituait à l'affrontement, il n'y a eu ni grève, ni occupation d'usine importante d'août 80 à décembre 1981. Donc le coup de force n'était absolument pas inéluctable.

Certes, l'URSS a mis de l'huile sur le feu. Certes elle a accentué sa pression idéologique et diplomatique. Je persiste néanmoins à croire que ce ne fut pas un élément décisif et que les responsabilités majeures sont internes et non externes, a déclaré J. Nagels.

Tout le monde sait bien — et voilà pourquoi il me semble inutile d'insister sur ce point — que « La voix de l'Amérique » captée sur tout le territoire polonais, que les déclarations fracassantes des milieux dirigeants américains, etc., visaient à déstabiliser le régime et à affaiblir le socialisme. Accréditer l'idée que ces seules pressions puissent expliquer le passage de dix millions de travailleurs d'un syndicat à l'autre, me semble peu pertinent.

### **L'« ÉTAT DE GUERRE »**

Le général Jaruzelski et l'armée ont pris le pouvoir. Ils ont cassé les reins de Solidarité qui, comme organisation de la classe ouvrière, n'existe quasiment plus. Il y a évidemment encore des militants de Solidarité dans les entreprises, mais ils sont dans le désarroi et ils n'ont plus la capacité de prôner une ligne politique cohérente. La direction a été décapitée. Les communications entre les villes sont interrompues, l'information ne circule plus ou très lentement. A la télévision, l'information est donnée par des journalistes en uniforme.

Les travailleurs produisent à nouveau. Les chantiers navals de Gdansk travaillent presque normalement. La production de charbon atteint le niveau de 180 à 190 millions de tonnes et petit à petit la machine économique, sous le contrôle de l'armée, se remet en route. La résignation est vraisemblablement très grande, mais il est incontestable que le travail a repris.

Quand une économie a été aussi traumatisée, des « mesures de cheval » s'imposent. C'est dans cette optique qu'il faut juger les hausses de prix du 1<sup>er</sup> février (jusqu'à 400 % d'augmentations de prix pour certains biens alimentaires).

Qu'en penser ? A la réflexion, il me semble qu'on peut les apprécier de la façon suivante : la crise étant globale, elle touche tous les secteurs de l'économie : la production, l'agriculture, la distribution, les gaspillages monstres d'énergie, l'approvisionnement en matières premières des entreprises, etc. Par conséquent, des mesures isolées ne résoudront pas l'ensemble du problème.

Ceci dit, les hausses des prix à la consommation peuvent avoir, *si des mesures d'accompagnement sont prises*, les effets suivants :

1° si elles sont répercutées sur les prix de vente de l'agriculture à l'Etat, elles peuvent à court terme inciter au déstockage dans les campagnes et à moyen terme stimuler la production agricole. En effet, l'élasticité de l'offre agricole par rapport au prix est généralement forte. Ce mécanisme ne sortira ses pleins effets que quand le zloty redeviendra une monnaie et quand les paysans pourront à l'aide de ceux-ci acheter des biens manufacturés — biens de production et biens de consommation. Cette mesure peut donc créer les conditions pour sortir l'agriculture des « ciseaux ».

2° les hausses de prix massives contractent la masse monétaire en circulation. En ce sens elles ont le même effet qu'une mini-opération Gutt et peuvent enrayer des spirales inflationnistes sur d'autres catégories de biens et services.

3° elles permettent de diminuer les subsidiations massives de l'Etat qui seules permettraient de conserver des prix à la consommation fort bas.

4° si elles ne sont pas accompagnées de hausse salariale pour les catégories de revenus les plus bas, elles risquent d'entamer gravement le pouvoir d'achat des masses.

Mais, devait souligner J. Nagels, les prix ne sont pas essentiels aussi longtemps que la production ne suit pas.

## **ET DEMAIN ?**

L'Etat de siège ne constitue pas « un stimulant économique » durable ! Au contraire : ce n'est pas en plaçant des colonels-contrôleurs dans les entreprises que la productivité du travail va augmenter. A moyen terme, même sur le plan strictement économique, l'état de siège devra être levé.

Si le socialisme c'est « la nationalisation des principaux moyens de production, plus le pain, plus la liberté, plus la démocratie », il va de soi qu'en Pologne à l'heure actuelle il faut lever l'état de siège pour retrouver une voie socialiste pour sortir de la crise.

A moyen terme encore, il apparaît indispensable d'organiser une autre forme de planification et une décentralisation démocratique. Celle-ci implique le dialogue avec les travailleurs et donc la libération des syndicalistes arrêtés.

Il est encore trop tôt, a déclaré J. Nagels à son retour de Gdansk, pour porter un jugement sur la nature du pouvoir de l'armée. J'ai cependant pu constater que l'armée n'est pas discréditée, qu'elle est considérée comme « l'âme de la nation », facteur non négligeable dans un pays comme la Pologne. Les militaires n'ont pas tiré sur les civils, l'armée, qu'on ne peut confondre avec la milice, n'a pas de sang sur les mains.

Seule demeure comme force importante à côté de l'armée, l'Eglise, puissamment enracinée dans le peuple comme chacun sait. Elle reste une donnée essentielle du dossier polonais ; on la retrouve aussi dans l'armée, chez les intellectuels, dans les entreprises.

Mais on ne fait pas le socialisme avec l'Eglise et l'armée... Il s'agit donc de renouer le dialogue avec la classe ouvrière, avec le peuple.

Sur les graves problèmes suscités par l'évolution du « socialisme réalisé » en Pologne, J. Nagels a donc été très franc. Ces problèmes interpellent tout spécialement les progressistes et parmi eux, les communistes. Les cris d'orfraie et les grands « shows » organisés à propos de la Pologne par un Ronald Reagan ou un Jozef Luns, par un Wifried Martens ou un Jean Gol sont à nos yeux plus que suspects. Ces messieurs en effet ont démontré — tant par leur programme que par leur pratique politique — qu'ils se moquent des droits syndicaux, du contrôle ouvrier, de la démocratie. Toute leur campagne vise non pas à défendre les travailleurs polonais mais à relancer la guerre froide et la course aux armements.

Aussi est-il significatif que si les parlementaires communistes ont voté une motion pluraliste sur la Pologne, une motion similaire présentée à leur initiative à la Chambre à propos de la Turquie, s'est heurtée au blocage du PSC et du CVP. Car pour MM. Martens, Tindemans, Desmaretz, Deprez et consorts, il n'y a pas lieu de s'émouvoir quand 52 syndicalistes turcs sont menacés d'être pendus pour avoir exercé une activité syndicale...

## NON AUX SANCTIONS

Interrogé à propos des sanctions économiques contre la Pologne et l'URSS, Jacques Nagels a déclaré qu'il estimait que même du point de vue des intérêts capitalistes, les sanctions contre la Pologne étaient « une idiotie ». Les capitalistes, a-t-il montré, n'ont aucun intérêt à voir remplacer les liens entre la Pologne et l'Occident par une dépendance accrue de la Pologne à l'égard du monde socialiste. L'Europe de l'Est constitue un énorme marché potentiel. Et d'une certaine façon, un marché anti-crise, en ce sens que la vie économique n'évolue pas en Europe de l'Est de manière synchrone avec l'Occident, et que par exemple, les chiffres indiquant la croissance économique y sont plus élevés que chez nous. Cela signifie que nous autres, en Occident, nous avons tout intérêt à conserver ce marché de l'Europe de l'Est. Ces pays sont importateurs de biens à haute valeur ajoutée. Fermer ces marchés est aberrant. C'est ce qui explique les actions mitigées d'un Schmidt ou d'un Mauroy, et le maintien du contrat de fourniture de gaz soviétique, qui permet à notre pays de diversifier nos sources d'énergie et de réduire notre dépendance du Moyen-Orient. Pour le surplus, a encore indiqué J. Nagels, il faut savoir que 85 % du commerce Est-Ouest concerne des échanges intra-européens, qu'il s'agit donc essentiellement d'une affaire de relations entre pays européens. Ceci explique que le ton ait monté entre la Maison Blanche et l'Europe de l'Ouest. Reagan lui-même veille d'ailleurs à ménager « ses » agriculteurs et ne suspend pas ses livraisons de blé à l'URSS.

En tout état de cause, Jacques Nagels dit oui au dialogue entre le pouvoir polonais et Solidarité, et non aux sanctions économiques.

# Au détriment de la paix et du socialisme

Ces derniers temps, la direction du parti communiste italien a publié plusieurs documents touchant des problèmes fondamentaux du développement social contemporain. Fin décembre 1981, elle a publié deux déclarations et, début janvier 1982, elle a convoqué une session plénière du CC du PCI qui a approuvé les déclarations susmentionnées ainsi que le rapport d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI.

Les décisions de la session plénière du CC du parti communiste italien, les interventions à cette session plénière des camarades Ingrao, Napolitano, Rechlin contiennent une plateforme opposée, en ce qui concerne tous les problèmes les plus importants, à la politique du PCUS, de l'Union Soviétique, des pays de la communauté socialiste, de la majorité écrasante du mouvement communiste et de tout le mouvement de libération.

Les événements de Pologne ont servi de prétexte aux dirigeants du PCI pour exposer leur position. Mais ils ont touché des problèmes qui sortent considérablement du cadre de ces événements, y compris les problèmes de la transition du capitalisme au socialisme et de l'attitude vis-à-vis du socialisme réel.

Cela étant, les dirigeants du parti communiste italien ont proclamé, sans la moindre argumentation, périmée et sans valeur toute l'expérience de lutte pour le socialisme et d'édification du socialisme acquise jusqu'à ce jour. Les grandes conquêtes historiques du socialisme sont soumises à une critique malhonnête, elles sont dénigrées de façon inadmissible et injuste. On propose en échange des conceptions assez prétentieuses, et, disons-le franchement, abstraites, sur la « nouvelle voie » vers le socialisme, conceptions ressemblant considérablement, d'ailleurs, aux thèses de l'opportunisme et du révisionnisme auxquelles le mouvement ouvrier s'est déjà heurté dans le passé et qui, depuis longtemps, ont été rejetées par son avant-garde révolutionnaire.

Les documents du PCI touchent des questions qui concernent tout le mouvement communiste et de libération.

Etant donné que ces documents parlent de notre parti, de notre pays socialiste et de toute la communauté socialiste, nous devons exprimer nos points de vue et définir notre attitude vis-à-vis de ces positions de la direction du PCI.

Le problème crucial de notre époque est celui de la guerre et de la paix. A en juger, les dirigeants du PCI le reconnaissent également. Mais comment propose-t-on, dans les documents du parti communiste italien, d'assurer la paix et de prévenir la guerre ?

Il est notoire — et cela n'est pas seulement admis par les communistes — que la communauté socialiste, l'Union Soviétique apportent une contribution décisive à la lutte antimilitariste. Tout récemment, pendant le 26<sup>e</sup> congrès du PCUS, les dirigeants des partis communistes et ouvriers et des gouvernements de dizaines de pays du monde l'ont une fois de plus proclamé à haute voix, en soulignant tout particulièrement les mérites du camarade L. Brejnev, chef de notre parti et de notre Etat, dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples.

Cependant, méprisant totalement la politique extérieure que l'URSS et les autres Etats socialistes appliquent conséquemment et avec succès depuis des décennies pour conforter la paix et la coopération internationale, méprisant les nombreuses nouvelles propositions constructives faites aux congrès du PCUS et des partis frères des Etats socialistes, les dirigeants du parti communiste italien nient en fait la contribution de la communauté socialiste à la défense de la paix. A leur avis, la politique extérieure ouest-européenne (c'est-à-dire la politique des Etats bourgeois) a joué un plus grand rôle en faveur de la détente que la « politique est-européenne », comme ils s'expriment.

Les dirigeants communistes italiens en sont même arrivés à proclamer que les négociations soviéto-américaines sur les engins nucléaires de portée moyenne en Europe (en faveur desquelles l'URSS a, c'est notoire, inlassablement œuvré depuis le début des années 70) sont le... résultat de la diplomatie ouest-européenne.

L'Union soviétique, avec, à sa tête le parti communiste, fait tout le possible pour stopper la course aux armements, pour prévenir le glissement vers la confrontation nucléaire et pour assurer la paix sur terre. Les peuples de tous les pays savent que ce sont l'URSS et les pays du socialisme qui ont commencé la lutte pour la détente. Ils livrent cette lutte de façon énergique, invariable et ont obtenu bien des résultats sur cette voie.

Tout le système des traités et accords qui constituaient la base juridique internationale, a été créé sur l'initiative des pays socialistes et d'après leurs propositions. Peut-être que les dirigeants du PCI ont aussi oublié le fait que la conférence européenne d'Helsinki a été convoquée sur l'initiative des pays socialistes ?

A la séance plénière du CC du PCI on a fait une tentative, en vérité blasphématoire, de « prouver » que soi-disant la politique extérieure de l'URSS et du traité de Varsovie ne se distingue pas, dans son ensemble, de la politique extérieure des Etats-Unis et de l'OTAN. Et cela alors que le monde entier voit sur des exemples on ne peut plus évidents : si les pays du traité de Varsovie appliquent une politique de paix, font des dizaines de propositions destinées à atténuer la tension internationale, proposent une après l'autre de nouvelles idées qui ont pour objectif de faire cesser la course aux armements et d'aboutir au désarmement, par contre le bloc de l'OTAN a fait de l'accroissement effréné des armements son principal credo politique, il adopte une après l'autre des résolutions destinées à déployer encore plus cette course on ne peut plus dangereuse pour l'humanité, à aggraver la tension, il poursuit intensivement les préparatifs de la guerre nucléaire, particulièrement en Europe. Et les Etats-Unis d'Amérique — principale puissance de l'OTAN — tâchent de « légaliser » non seulement la course aux armements nucléaires, mais aussi l'utilisation même de l'arme nucléaire sur telle ou telle échelle et proclament presque le monde entier sphère de leurs « intérêts » vitaux. Ainsi le bloc de l'OTAN se manifeste toujours plus clairement en tant que foyer d'agression et de la réaction mettant en péril la paix et toute l'humanité. Les résolutions de la session plénière du CC du PCI blanchissent ce foyer, masquent sa nature antipopulaire et agressive ainsi que la nature de tout l'impérialisme. Peut-être les dirigeants du PCI comptent-ils (depuis bien des années déjà) « pacifier » l'OTAN ?

Cependant, il est impossible de « persuader », de « pacifier » l'impérialisme, comme il est impossible de refaire sa nature. Il est clair — des milliers et milliers

de faits concrets le prouvent — que l'impérialisme fait tout et va toujours aspirer à faire tout pour essayer d'écraser tous ceux qui décideront réellement de marcher vers le socialisme. L'objectif de l'impérialisme est univoque : pas de socialisme ! et tous ceux qui désirent réellement lutter pour le socialisme, tous ceux qui désirent conforter ses positions dans le monde, doivent parfaitement le comprendre. Il est aussi parfaitement compréhensible que la force principale faisant obstacle à la réalisation de dangereux projets impérialistes est justement le socialisme réel.

Cependant, blanchir l'adversaire, cela signifie l'aider au moment où la dure réalité présente exige de montrer aux masses populaires l'authentique visage de l'OTAN, ses préparatifs militaires ininterrompus, préparatifs qui menacent d'aboutir à la catastrophe thermonucléaire mondiale.

Depuis longtemps déjà, la propagande bourgeoise tâche de camoufler la nature agressive, militariste de la politique de l'impérialisme derrière la prétendue « menace militaire soviétique ». Maintenant on trouve de telles affirmations calomnieuses dans les documents du PCI.

Il est évident que pas un seul Soviétique et, en général, pas un seul honnête homme ne peuvent, sans indignation, lire les déclarations des dirigeants du PCI qui parlent d'« interventions hégémoniques » de notre pays ou de ses tentatives d'imposer sa volonté aux autres peuples.

Nous sommes en présence d'une chose monstrueuse : les dirigeants du PCI parlent de leur désir de lutter pour la paix mais, en même ils calomnient la principale force de cette lutte : l'URSS et ses alliés socialistes, le monde socialiste.

Les positions que les dirigeants du PCI ont occupées dans le monde contemporain signifient, en fait, un coup sérieux à la lutte des peuples pour la paix, contre la menace de guerre, une tentative d'atténuer l'influence des pays du socialisme vainqueur qui constituent la force essentielle de cette lutte, sur les événements internationaux.

Les positions formulées par les dirigeants du PCI concernant la caractéristique de l'ensemble du socialisme réel, y compris en Union soviétique, ne sont pas moins nuisibles et non conformes aux intérêts de tout le mouvement communiste et du mouvement de libération en général.

Le socialisme existe dans le monde depuis six décennies et demie. Historiquement, c'est une petite période de temps. Qu'a fait le capitalisme pendant les premières 65 années de son existence ? Seuls des historiens spécialisés sont en état de réunir miette par miette et de montrer l'apparition des éléments de la nouvelle société qui prenait forme à cette époque-là. Le socialisme, pour sa part, a radicalement métamorphosé aux yeux des générations vivantes la vie du tiers de l'humanité et a résolu dans l'intérêt des masses laborieuses nombre des problèmes dont elle ne pouvait même aborder la solution des siècles durant. Dans les pays du socialisme, le pouvoir appartient au peuple. Toutes les forces productives : fabriques, usines, mines, centrales électriques, terre, appartiennent à l'Etat populaire, elles sont utilisées dans l'intérêt des travailleurs et non pas pour enrichir une poignée d'exploiteurs.

En dépit de ce que disent aujourd'hui les dirigeants du PCI, les réalisations du socialisme ont une signification on ne peut plus actuelle pour les travailleurs de tous les pays capitalistes, y compris de l'Italie. En effet, c'est justement le socialisme réel qui a assuré, pour la première fois dans l'Histoire, le droit de chaque homme au travail, qui l'a libéré du chômage et de l'incertitude du lendemain. Est-ce que cette circonstance n'est pas fondamentale pour la classe ouvrière italienne qui souffre de la crise et du chômage ? Le socialisme a libéré les travailleurs aussi bien à la ville qu'à la campagne, de la misère, de l'exploitation et de l'asservissement. Il a assuré l'égalité réelle en droits de toutes les nations et ethnies. Dans les pays de la communauté socialiste, il n'y a plus de périphéries arriérées, de régions de détresse. Est-ce que toutes ces réalisations ne sont pas actuelles pour les paysans italiens, et tout particulièrement pour les travailleurs

du sud de l'Italie ? La presse italienne parle sans cesse des enfants en bas âge contraints de travailler et privés de la possibilité d'étudier. Elle parle de la situation inégale des femmes et des malheurs endurés par les vieillards. Est-ce que la réalité des pays du socialisme réel qui ont déjà liquidé tous ces fléaux n'est pas intéressante pour les citoyens d'Italie ? Pas mal de temps s'est écoulé depuis le tremblement de terre dans le sud de l'Italie, et la presse italienne continue de parler des personnes sans abri, des dilapidateurs des fonds publics et des hommes d'affaires qui ont fait main basse sur les ressources destinées à la construction des maisons pour les sinistrés. Et après cela il se trouve encore des gens pour dire que les réalisations du socialisme, de l'Union soviétique, où le droit du citoyen au logement est non seulement proclamé, mais réellement garanti, où tous les six-sept ans on construit suffisamment de logements pour y installer toute la population italienne, ont perdu leur signification pour les travailleurs occidentaux.

Dans les pays socialistes, l'assistance médicale de toute la population est gratuite, l'instruction des jeunes est gratuite. L'Etat verse des pensions à des millions de gens. Des millions de travailleurs se reposent chaque année dans des stations balnéaires et des maisons de repos. Tels sont les résultats du socialisme vainqueur. Ce sont des faits réels, et si les dirigeants du PCI préfèrent ne pas les voir, alors tant pis pour eux et pour leurs conceptions.

Les dirigeants du PCI parlent dans leurs documents (d'ailleurs, de façon importune, depuis de longues années durant et souvent au moyen d'expressions empruntées à l'adversaire de classe) des insuffisances de la démocratie socialiste. Personne, dans les pays du socialisme, n'estime qu'on y a déjà atteint l'idéal. La nouvelle constitution de l'URSS contient même un article spécial indiquant les moyens de perfectionner encore plus la démocratie socialiste dans notre pays. Cependant, les faits sont là : c'est justement dans les pays socialistes qu'on a liquidé l'exploitation et créé par là même l'unique base sûre pour une authentique démocratie, c'est-à-dire pour une authentique souveraineté du peuple.

C'est justement le socialisme qui a assuré le perfectionnement permanent des formes et méthodes de démocratie réelle du peuple et pour le peuple, dont l'essence consiste à assurer la participation toujours plus vaste des travailleurs à la gestion des affaires de la société et de l'Etat. Des faits simples et clairs montrent que cette participation est une réalité. En URSS, par exemple, 2,3 millions de députés (dont les deux tiers sont directement occupés dans la production à la ville et à la campagne) et plus de 30 millions d'activistes prennent part aux travaux des Soviets. 5,9 millions de membres des conférences permanentes de production (dont 65 pour cent sont des ouvriers) et 14,5 millions de militants syndicaux prennent part à la gestion de la production. 9,9 millions de contrôleurs populaires élus par les travailleurs et plus de 8 millions de membres des détachements bénévoles de maintien de l'ordre public veillent dans le pays au respect de la légalité socialiste. Il existe aussi, cela va sans dire, d'autres formes de participation des citoyens à la gestion des affaires de la société.

D'ailleurs, comme cela découle des documents des dirigeants du PCI, parlant de la démocratie, ils n'entendent pas la participation réelle du peuple à la gestion. A en juger par la sympathie que les dirigeants du PCI éprouvent pour les extrémistes réactionnaires de « Solidarité » polonaise parlant de la démocratie dans les pays du socialisme, ils ont parfois en vue non pas la participation des travailleurs à la gestion des affaires de la société socialiste, mais autre chose : carte blanche pour ceux qui, foulant aux pieds la légalité socialiste, mettant à profit l'aide extérieure, tâchent de saboter le régime socialiste. Ces personnes, c'est un fait, ne jouissent pas d'une telle liberté dans les pays du socialisme réel. La leur donner signifierait non pas conforter, mais, au contraire, saper les fondements du nouveau régime socialiste.

Aujourd'hui, le monde socialiste vit une période à la fois fructueuse, intéressante et difficile. « Le passage au développement intensif de l'économie, la réali-

sation des grands programmes sociaux, la formation de la conscience communiste, tout cela ne se fait pas du jour au lendemain », a dit L. Brejnev au 26<sup>e</sup> congrès. « Ici il faut du temps et des efforts créateurs inlassables. »

Presque tous les partis frères des pays de la communauté socialiste ont tenu leurs congrès ces deux dernières années. Leurs travaux ont été riches de cette même recherche créatrice pour le développement heureux du socialisme. Les matériaux des congrès montrent qu'ils ont sérieusement contribué à l'élaboration des problèmes économiques, sociaux et politiques les plus complexes et importants du progrès de la communauté socialiste. Effectivement quel élan riche et dynamique de l'avant, vers le progrès, est aujourd'hui la vie du socialisme réel. On met au point et on commence à appliquer des programmes impressionnants de développement des forces productives. Ces programmes prévoient la solution radicale des problèmes sociaux les plus complexes auxquels les cerveaux humains se heurtent depuis longtemps, comme les problèmes de l'énergie, des matières premières, le problème alimentaire et celui de la protection de l'environnement. On procède au rééquipement technique de branches entières de la production et à la restructuration de son système de gestion. On assure une participation encore plus poussée de chaque homme à la vie de toute la société, prenant en considération le nouveau niveau culturel des gens, leurs nouveaux besoins et leurs nouvelles possibilités. L'activité idéologique du parti, la vie du pays sont placées en conformité avec ces besoins et possibilités. La culture socialiste qui est une culture authentiquement populaire atteint des niveaux plus élevés. Bref, la vie bat son plein. Elle n'évite pas le moindre nouveau problème, la moindre difficulté ou tâche difficile. Elle les résout dans l'intérêt de la société et des citoyens.

Et tout cela est réalisé par les travailleurs, par les citoyens mêmes de la société socialiste. Les communistes, avant-garde du peuple, sont à la tête de toute cette gigantesque édification créatrice du socialisme développé.

Parlant de la période d'édification du socialisme dans notre pays, L. Brejnev a dit dans son discours de clôture au 26<sup>e</sup> congrès du PCUS : « Que de fois, au cours de cette période, nous a-t-on prédit une faillite inévitable ! Que de fois a-t-on cherché à nous faire renoncer aux objectifs fixés ! Que de fois nos adversaires n'ont-ils pas tenté de nous persuader que nous nous trompions, que notre voie n'était pas la voie juste !

Qu'en est-il résulté ? La plupart de ces beaux parleurs sont depuis longtemps oubliés tandis que le socialisme vit, se développe, va de l'avant et toujours de l'avant ».

A la lumière de tous ces faits irréfutables, sont pour le moins absurdes les raisonnements des dirigeants du PCI selon lesquels le monde du socialisme a soi-disant épuisé ses forces motrices, perdu ses perspectives ! En vérité, il faut perdre la perspective, mieux, il faut perdre la vue pour affirmer de telles choses !

Le sens des points de vue exposés dans ces documents du PCI et les termes employés à la session plénière du CC du PCI rappellent beaucoup et concordent même directement avec les palabres de A. Haig au centre bruxellois de la presse, le 12 janvier 1982, sur une certaine « crise du régime soviétique ».

Autrement dit, la direction du PCI tâche de dénigrer la grande voie historique et victorieuse du peuple soviétique et du PCUS, de mépriser les positions de dizaines de partis communistes et ouvriers qui parlent à juste raison du grand rôle joué par l'Union Soviétique, la communauté socialiste, pour tous les peuples, pour leur lutte contre l'exploitation et l'asservissement de l'humanité, pour prévenir la guerre mondiale.

Inexorablement, la logique entraîne une chose après l'autre : ayant attaqué le socialisme réel, les dirigeants du parti communiste italien ont aussitôt déclaré que le marxisme-léninisme était périmé. Autrement dit, ils ont proclamé inconsistante la théorie révolutionnaire qui, depuis déjà près de 150 ans, a inspiré et inspire la lutte des peuples pour le socialisme et la démocratie à l'échelle

planétaire. Théorie grâce à laquelle le socialisme a été édifié dans une quinzaine de pays. Théorie grâce à laquelle, soit dit en passant, les communistes italiens ont lutté et remporté des succès pendant les plus de 50 années d'expérience de leur parti.

Le marxisme-léninisme continue de gagner de nouvelles positions dans le monde contemporain, son influence s'étend. Cela se manifeste dans l'apparition de nouveaux partis communistes, dans le fait que les partis révolutionnaires démocratiques issus du mouvement de libération nationale aspirent toujours plus au socialisme scientifique et, nombre d'entre eux, ont proclamé le marxisme-léninisme base théorique de leur activité. Cela s'exprime aussi dans le fait que les œuvres de V. Lénine continuent d'occuper, depuis de longues années, la première place au monde par le nombre de traductions en langues étrangères, par le fait que l'intérêt manifesté pour les œuvres de V. Lénine ne s'éteint pas, mais s'amplifie.

Et c'est ce moment que les dirigeants des communistes italiens ont choisi pour renier la grande théorie révolutionnaire. Du même coup, ils déclarent que, soi-disant, le mouvement communiste a vécu son temps, que dorénavant ils renoncent aux « liens anciens » avec les partis communistes et qu'ils vont entretenir avec les partis communistes des rapports « identiques » à ceux entretenus avec « n'importe quelle autre force socialiste, révolutionnaire et progressiste », sans les moindres engagements idéologiques, politiques ou autres.

Ces dernières années, la direction du parti communiste italien a maintes fois exposé ses positions vis-à-vis de plusieurs problèmes de la situation internationale, du mouvement communiste et ouvrier international, de l'expérience du socialisme mondial. Comme il est maintenant évident, la nature de ces positions consistait à abandonner graduellement la plate-forme révolutionnaire marxiste-léniniste. A en juger par tout, toutes les « nouveautés » (« troisième voie », « eurocommunisme », « alliance des eurogauchistes », « troisième phase », etc.) théoriques et politiques ingénieuses utilisées par ses représentants avaient pour objectif de camoufler cet abandon, de cacher sa nature à la classe ouvrière et aux communistes d'Italie. On s'efforçait d'amener graduellement les travailleurs à reconnaître et à soutenir la politique d'abandon du marxisme-léninisme, des traditions révolutionnaires du parti communiste italien même, d'amitié et de solidarité avec les communistes et les travailleurs de l'Union soviétique et les autres pays socialistes.

Les documents du parti communiste italien adoptés fin 1981 et début 1982 signifient que ses dirigeants renient maintenant tout ce qui les attachait aux combattants progressistes pour la paix et le socialisme de presque 90 pays du monde, qu'ils luttent ouvertement contre le socialisme mondial que la pensée d'avant-garde considère comme la plus grande réalisation à ce jour du progrès social mondial du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais qu'est-ce que tout cela signifie ? Quels intérêts de classe tout cela sert-il ? Dans le monde actuel, cela signifie une aide directe à l'impérialisme qui, des décennies durant, travaille à affaiblir le socialisme, à l'ébranler, à le saper idéologiquement. Une aide à l'anticommunisme, à toutes les forces hostiles au progrès social en général.

Il est impossible de ne pas ajouter à cela que les positions présentes des dirigeants du PCI portent un coup au parti communiste italien même. Il est notoire que les adversaires du communisme en Italie travaillent depuis de longues années à écarter le PCI de la voie prolétarienne de classe, le séparer du reste du mouvement communiste, et sans doute qu'ils agissent ainsi non pas pour partager ensuite le pouvoir avec les communistes italiens, mais pour liquider le parti, pour déraciner le mouvement communiste sur la terre italienne. Voilà pourquoi on ne peut considérer comme fortuit le fait que la bourgeoisie et en Italie même, et aux Etats-Unis, et dans les autres pays de l'OTAN, fait aujourd'hui les éloges de la position occupée par la direction du PCI. Monsieur

Luns, secrétaire général de l'OTAN l'a qualifiée de modèle pour les gouvernements bourgeois. Joli compliment pour les communistes !

Le parti communiste italien a une longue et glorieuse histoire. Il a lutté avec abnégation contre le fascisme et la guerre. Les communistes italiens ont lutté, comme les communistes des autres pays, pour la liberté, pendant la seconde guerre mondiale. Le tournant réalisé aujourd'hui par les dirigeants de ce parti ne peut pas, c'est naturel, ne pas inquiéter chaque communiste, chaque combattant contre l'impérialisme, la réaction et la guerre.

Le monde actuel est un monde de changements révolutionnaires impétueux. En même temps, c'est un monde d'âpres luttes contre la menace de la catastrophe nucléaire. De l'issue de cette lutte dont les pays socialistes sont le facteur principal dépendent le sort du processus révolutionnaire et les destinées de toute l'humanité.

On comprend que chaque force politique et sociale progressiste, chaque parti politique d'avant-garde doit, dans ces conditions, définir sa place dans le front commun de la paix, de la démocratie et du socialisme. En même temps, sa part de responsabilité pour la solution des tâches historiques de notre époque. Cependant, la position occupée par la direction du PCI est loin de contribuer à ce que les communistes italiens, la classe ouvrière italienne, les grandes masses de travailleurs d'Italie occupent une digne place dans ce front planétaire de la paix et du progrès. Car sa position est contraire aux intérêts de la paix, aux intérêts du socialisme.

D'immenses problèmes se posent à la classe ouvrière, aux masses populaires d'Italie. Empêcher que le pays et le peuple soient utilisés aux fins agressives de l'impérialisme étranger, obtenir leur libération du joug et de l'exploitation des monopoles impérialisés. L'Union Soviétique, le PCUS, la communauté socialiste, le mouvement communiste mondial leur sont l'appui le plus sûr pour résoudre ces problèmes.

(« La Pravda » du 24 janvier 1982, in extenso)

## La réponse de l'Unità

A nos prises de positions sur les événements graves et tragiques de Pologne, aux considérations critiques plus larges et générales auxquelles de tels événements nous ont conduit à propos surtout du modèle soviétique, de la politique de l'URSS et de celle du PCUS dans le mouvement révolutionnaire international, la direction soviétique a répondu par un article de la *Pravda* que nous avons publié immédiatement et in extenso dans le journal d'hier. Nous nous attendions à une réponse soviétique, c'est naturel, même légitime. Elle nous est parvenue. Son ton n'est pas précisément celui de qui veut examiner les faits, opposer des arguments, raisonner et démontrer, mais plutôt le ton de celui qui prétend exprimer un jugement politique et idéologique suprême découlant d'une fonction de « centre » et de « guide », qui depuis longtemps (fin de la III<sup>e</sup> Internationale, 1943, et ensuite dissolution du Cominform, 1956) a été déclarée dépassée et que, en tout cas, nous avons toujours depuis lors contestée et refusée.

Mais, malgré son ampleur, l'article procède par affirmations péremptoires et par déductions de ce type : toute critique envers des initiatives ou la politique de l'URSS est un « sacrilège », une « volte-face » et revient à faire de l'« antisoviétisme », ce qui implique une alliance avec l'« impérialisme » le « passage dans le camp de l'ennemi ». Pour notre part, nous voulons fonder notre réponse sur les faits et sur des principes ou critères qui sont eux aussi liés aux faits, historiques, nous devons donc inévitablement parcourir un chemin plus long. Cela signifie que notre première réponse, celle d'aujourd'hui, sera probablement suivie d'autres développements.

Dans la progression d'une telle discussion, nous avons publié et nous publierons ce que les camarades soviétiques ont écrit et écriront sur nos prises de positions et sur nos documents. Malheureusement, eux n'en n'ont pas fait autant. Il est un fait que les camarades et les citoyens soviétiques ne connaissent que la critique de la direction du PCUS envers nos documents. On ne pourra avoir une vraie discussion, à laquelle puissent participer de grandes masses de camarades, de citoyens, non seulement d'Italie mais aussi d'Union soviétique, que si une méthode aussi absurde est dépassée.

1. Ce qui frappe avant tout dans l'article soviétique, c'est le fait que les « événements polonais » ne sont évoqués que pour accuser les dirigeants communistes italiens de les prendre comme « prétexte » pour traiter de problèmes qui vont bien au-delà, comme « le passage du capitalisme au socialisme et l'attitude envers le socialisme tel qu'il est réalisé ». Ayant défini comme un *prétexte* le drame national que traverse la Pologne, l'article soviétique ne s'en occupe plus, sinon pour lancer quelque polémique acérée contre nous (émoussée, parce que fondée sur la falsification de nos positions). Nous, en fait, nous partons des événements polonais — graves et tragiques —, du destin de ce peuple, de cette nation. Elle est tout à fait fautive, l'affirmation de l'article soviétique selon laquelle nous, dirigeants du PCI, aurions affiché des « sympathies pour les extrémistes polonais de droite de Solidarité ». Tout le monde sait, au contraire — par les prises de positions autorisées, répétées et insistantes, publiées dans nos journaux, et dans toutes les conversations que nous avons eues sur la situation polonaise — que nous avons toujours dénoncé les dommages et les très graves dangers provoqués tant par les résistances conservatrices et dogmatiques que par les actions des excités et des extrémistes du renouveau et des groupes qui, inconsciemment ou non, ont agi pour pousser la situation au désordre. Comme il arrive toujours dans de telles situations, conservateurs et dogmatiques d'un côté et extrémistes et aventuristes de l'autre s'alimentaient réciproquement. Mais cet aspect, même réel et important, est marginal par rapport à la donnée de fond, puissante et évidente. Des millions de travailleurs ont adhéré à Solidarité, la très grande majorité de la classe ouvrière, du peuple. Comment est-il possible de juger ceux-ci comme contre-révolutionnaires ? La classe ouvrière et la majorité du peuple sont les seules forces qui peuvent légitimer le pouvoir socialiste en Pologne. Intervenir militairement contre eux ne signifie déjà plus défendre le socialisme, mais en frapper la force fondamentale, l'acteur principal de la révolution et de la construction d'une société socialiste ; cela signifie donc agir contre la cause du socialisme. Le PCI se trouve aux côtés de la classe ouvrière et des masses travailleuses, pour une société socialiste qui ne peut être fondée que sur leur initiative, sur leur participation, leur consensus le plus large. C'est ainsi que nous nous acquittons de notre devoir, internationaliste et national, de nous trouver toujours du côté du socialisme, en en diffusant la vraie nature de classe, les idéaux, le visage, le prestige. Nous ne sommes donc pas, nous, contre les intérêts du socialisme ; en revanche ceux qui ont œuvré contre eux, ce sont les responsables d'une ligne économique-sociale et politique qui a conduit un peuple à refuser un système de décrets et une pratique de gouvernement tombés d'en haut, autoritaires et erronés, dans le cadre d'une limitation pesante et d'une humiliation de la souveraineté et du sentiment national.

Nous sommes convaincus que, hier comme aujourd'hui — pour une série de raisons historiques, politiques et de choix économique, et en raison d'une série de déceptions tragiques et répétées — la crise polonaise est profonde au point de réclamer un renouveau tout aussi profond et courageux. Certes, le pluralisme peut et doit avoir des formes différentes de pays à pays, selon les diverses traditions et réalités nationales. Mais en tout cas, seule une articulation démocratique, dans des formes appropriées aux diverses situations, peut permettre l'expression des diverses exigences sociales et économiques, syndicales, religieuses et culturelles, politiques, et assurer l'accord des masses et un apport

vivant et soutenu des travailleurs au développement productif et culturel, à la construction de la société nouvelle, à la politique du pays lui-même.

Nous ne nions pas (nous l'avons même toujours relevé à chaque occasion) le rôle négatif qu'ont joué dans les événements polonais — parallèlement aux dogmatiques et aux conservateurs — les groupes extrémistes et aventuristes; et il ne nous surprend pas que des ennemis du socialisme et des provocateurs étaient aussi en action. Mais pourquoi n'ont-ils pas été politiquement isolés? Pourquoi, même, ont-ils eu une emprise aussi large sur la classe ouvrière polonaise? Le vrai problème de fond qui a émergé est celui-ci: on n'a pas voulu accepter que le processus de renouveau mît en discussion le *modèle* (ses structures essentielles, le système idéologique qui le soutient) sur lequel cette société s'était érigée, et que ce modèle fût réellement modifié, en introduisant des éléments de démocratie politique et institutionnelle, de pluralisme et de réelle participation à la gestion du pouvoir. Il était symptomatique, de ce point de vue, d'observer cette absurde insistance à faire insérer et accepter dans les statuts du nouveau syndicat l'affirmation du rôle dirigeant du parti dans le syndicat, alors qu'il s'agissait non seulement d'un principe tout à fait discutable, mais d'une pure phrase, qui n'était certainement pas en mesure de favoriser, dans les faits, une reprise graduelle et difficile de l'influence et du prestige du parti parmi les masses laborieuses.

On affirmait l'exigence du renouveau, reconnue par le Comité central du POUP lui-même; mais dans les faits, on a manœuvré pour résorber tous les éléments substantiels de nouveauté introduits dans la vie de la société polonaise par un mouvement large et profond des masses ouvrières et populaires, on a manœuvré pour empêcher que s'effectue un tournant qualitatif dans le processus d'édification socialiste en Pologne. C'est dans ce sens qu'ont fortement pesé tant les résistances conservatrices internes que les pressions extérieures de l'Union soviétique et, dans une mesure et de manières diverses, des autres pays du Pacte de Varsovie. On en est arrivé ainsi à une issue grave, inacceptable du point de vue du socialisme, et qui n'a certainement pas créé des conditions plus favorables à la solution de la crise économique et politique.

2. Nous estimons sans le moindre fondement — c'est-à-dire construite sur des coupures arbitraires et des contrefaçons de nos textes — l'accusation qui nous est adressée de méconnaître ou d'ignorer les conquêtes historiques de la révolution socialiste russe, de la construction des sociétés nouvelles, des conquêtes du socialisme. Une telle reconnaissance est contenue dans tous nos documents, même les plus récents. Il suffit de se rappeler, à ce propos, les déclarations du camarade Berlinguer à la conférence de presse de Strasbourg, son rapport et ses conclusions à la dernière réunion de son Comité central. Du fait de la Révolution d'Octobre, des processus de libération qui l'ont suivie, de la construction de sociétés nouvelles sur des bases qui n'étaient plus capitalistes, une grande partie du monde s'est soustraite à la logique du capitalisme, de la recherche du profit privé maximum comme fin et régulateur suprême de l'économie, de l'exploitation de classe, de la domination et de l'exploitation impérialiste sur les peuples colonisés.

Les nombreux aspects positifs des sociétés des pays qui se réclament du socialisme ne nous échappent pas. Nous considérons comme une donnée de base pour le destin de l'humanité la contribution décisive apportée par l'Union soviétique à la lutte contre le fascisme, à la guerre antifasciste — avec ses 20 millions de morts — à la victoire sur le nazi-fascisme. La structure du monde a changé. L'impérialisme n'est plus la force dominante; il ne peut plus faire ce qu'il veut. A l'époque des armes atomiques, la sauvegarde de la paix n'est pas seulement le bien suprême, mais une nécessité absolue si on veut éviter le suicide de l'humanité. Dans la lutte pour la paix, pour l'indépendance de chaque peuple, contre le sous-développement et la faim qui affligent toujours une si grande partie de l'humanité, des conditions nouvelles se sont créées et se

créent, des voies nouvelles et originales s'ouvrent, pour la progression vers le socialisme et sa construction. Dans nos conditions, nous considérons que celles-ci peuvent et doivent être pacifiques et démocratiques — toujours sur le terrain nécessaire de la sauvegarde de la paix.

Mais — ayant répété cela en quelques phrases — une série de questions de fond nous interpellent et se posent depuis longtemps. D'où naissent les crises qui explosent périodiquement dans tel ou tel pays se réclamant du socialisme ?

Quand nous lisons la partie de l'article de la *Pravda* consacré à l'exaltation de la « vie du socialisme réel, aujourd'hui si riche, si dynamique, tourné vers l'avant, vers des progrès ultérieurs » ; de sociétés dans lesquelles « on commence à réaliser des programmes de développement des forces productives qui frappent l'imagination » ; et « la vie y bat à plein rythme, lumineusement », quand nous lisons cela, l'extrait suivant du testament de Yalta de Togliatti nous revient à l'esprit :

« Il n'est pas juste de parler des pays socialistes (y compris de l'Union soviétique) comme si tout s'y passait toujours bien... Continuellement en effet, dans tous les pays socialistes, des difficultés surgissent, des contradictions, des problèmes nouveaux qu'il convient de présenter dans leur pleine réalité. Le pire est de donner l'impression que tout va toujours bien, et puis tout à coup nous nous trouvons confrontés à la nécessité de parler de situations difficiles et de les expliquer... En pareils cas, on a l'impression que des divergences d'opinions existent dans les groupes dirigeants, mais on ne comprend pas s'il en est vraiment ainsi et quelles sont ces divergences. Peut-être pourrait-il être utile, parfois, que même dans les pays socialistes se déroulent des débats ouverts sur des thèmes d'actualité, auxquels prendraient part aussi des dirigeants. Cela contribuerait certainement à élever l'autorité et le prestige du régime socialiste lui-même ».

Quand Togliatti écrivait cela (1964), il n'y avait pas eu la crise de Tchécoslovaquie (1968), ni les crises de Pologne (1970, 1976, 1980). mais il y avait eu le rapport secret de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, et la réaffirmation au XXII<sup>e</sup> congrès d'une critique impitoyable.

Maintenant, ce qu'il y a de curieux, de paradoxal, c'est que lorsque nous posons des questions, quand nous critiquons des réalités et des modèles de l'Union soviétique ou d'un autre pays socialiste, ou quand nous condamnons des actes graves accomplis par eux (comme les invasions de la Tchécoslovaquie et de l'Afghanistan, ou les pressions sur la Pologne), nos critiques sont repoussées sans aucune analyse sérieuse des faits et sans motivation convaincante, elles sont considérées comme « dénigrantes » et « offensantes » et stigmatisées comme une aide que nous donnerions aux forces impérialistes et réactionnaires. Pourtant quand éclate une crise dans un pays socialiste, par exemple en Pologne, on révèle soudain à l'opinion publique mondiale que pendant les années septante, le plan de développement (et les investissements) était complètement erroné ; que dans ce pays, il y avait des inégalités sociales et même des situations de privilège scandaleuses, des phénomènes de corruption dans le parti et dans l'administration publique : et les Polonais eux-mêmes en arrivent à changer quasi tous leurs dirigeants, jusqu'à adopter des mesures — que pour notre part nous trouvons plutôt déconcertantes — comme l'expulsion du parti de Gierek, son renvoi devant un tribunal pénal, son emprisonnement. Est-ce que ce ne sont pas ces faits, et celui de les avoir longtemps tenus cachés (à l'abri d'une représentation fautive et superficielle de la réalité d'une société socialiste) qui nuisent — et comment ? — à la cause du socialisme, de la paix ? N'est-ce pas justement une telle manière de se comporter — substituer une propagande souvent exaltée à la réalité, procédé auquel n'est parfois pas étranger le retour à la « méthode » du « culte de la personnalité », stigmatisé au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS — n'est-ce pas justement une telle manière de se comporter qui par-dessus tout engendre scepticisme et discrédit, éloigne les travailleurs du parti

et des organes du pouvoir socialiste, relâche la tension morale et l'engagement politique, influence négativement la productivité elle-même ? La vérité est inséparable de l'effort révolutionnaire. Nous avons confiance dans les immenses forces révolutionnaires et progressistes du monde entier ; nous sommes convaincus que grâce à de sérieuses recherches, et en parlant le langage de la vérité, les forces révolutionnaires et progressistes feront accomplir à l'humanité un nouveau bond en avant sur la voie du socialisme, de la liberté et de la paix.

Revenons donc à la question qu'on ne peut éluder. D'où naissent les crises qui explosent périodiquement dans tel ou tel pays se réclamant du socialisme ? Sont-elles toujours provoquées par les « menées » de l'impérialisme ? Sont-elles toujours « les complots de forces contre-révolutionnaires internes qui exploitent quelques erreurs », etc., etc. ? (Ces choses existent, et personne ne peut mieux le savoir que nous, qui vivons entourés d'adversaires et d'ennemis, qui devons affronter la tragédie du terrorisme et un mystérieux parti armé ; mais si nous nous affaiblissons, si nous entrons en crise, les vraies raisons, nous devons les chercher en nous-mêmes). N'y a-t-il donc pas dans les crises qui ont éclaté dans plusieurs pays socialistes quelque chose de plus profond qui met en cause le « modèle soviétique » lui-même, tel qu'il s'est formé historiquement : le rapport entre les travailleurs et le processus productif ; la participation effective des travailleurs, de tous les citoyens, à la définition (aux différents niveaux et dans les diverses instances) des objectifs productifs et économiques ; la participation effective des travailleurs, de tous les citoyens au débat politique et à la définition de la ligne politique ; la liberté de la recherche et de l'expression culturelle ; la circulation des idées ?

Quand nous parlons du lien indissoluble qui doit unir démocratie et socialisme, par lequel le socialisme doit être la forme la plus achevée et effective de démocratie, nous ne pensons nullement mettre en avant et proposer à d'autres pays (dont les conditions objectives et historiques sont tout à fait différentes de celles de notre pays ou d'autres pays qui ont une tradition politique démocratico-parlementaire qui s'est consolidée durant ces décennies) quelque chose qui ressemble à un modèle à nous. Nous luttons pour avancer sur notre voie. Mais dans les formes les plus diverses — sur la base des conditions qui se sont historiquement déterminées dans chaque pays — démocratie et socialisme doivent être unis : la démocratie à l'intérieur du processus productif en même temps que la démocratie politique. Les grandes nouveautés du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS exigeaient des réformes qui aillent dans ce sens. Dans son testament de Yalta (1964), Togliatti insistait sur cela :

« Le problème auquel on prête la plus grande attention, tant pour ce qui regarde l'Union soviétique que les autres pays socialistes est cependant, aujourd'hui, très précisément, celui du dépassement du régime de limitation et de suppression des libertés démocratiques et personnelles qui avait été instauré par Staline... L'impression générale est celle d'une lenteur et d'une résistance à retourner aux normes léninistes qui assuraient, dans le parti et hors de lui, une large liberté d'expression et de débat, dans le domaine de la culture, de l'art, et même sur le terrain politique. Nous partons toujours de l'idée que le socialisme est le régime dans lequel il y a la plus large liberté des travailleurs et ceux-ci participent de fait, de manière organisée, à la direction de toute la vie sociale ».

## **URSS ET CHINE : POURQUOI NON AU DIALOGUE ?**

Mais sur cette route, on n'a pas progressé ; il y a même eu un recul ; et, nous semble-t-il, aussi une involution. Nous sommes convaincus que si le parti communiste, dans ces pays, sait se mettre à la tête d'un processus réformateur bien guidé, on évitera les crises ; et par nos critiques et nos analyses sincères, nous voulons contribuer à activer cette œuvre de renouveau.

On rapporte beaucoup de chiffres dans l'article de la *Pravda* pour démontrer qu'il y a de la démocratie politique en URSS : 2.300.000 députés et conseillers ; plus de 30 millions de militants ; 5.900.000 membres des conférences permanentes de production, etc. Mais nous posons la question : si on excepte des discussions et des critiques sur des aspects particuliers de nature pratique ou organisationnelle, dans quelle assemblée du parti, dans quelle assemblée syndicale et de production, dans quel soviet le communiste, le citoyen en désaccord sur des questions de politique générale est-il en mesure d'exprimer cette divergence d'opinion et où peut-on en prendre publiquement connaissance ?

Cela fait longtemps que nous ne voyons plus en Union soviétique une recherche et une réflexion critiques, productives, sur quelque chose qui ne va pas bien, sur ce qui provoque des crises dans les rapports aussi avec d'autres pays socialistes, avec d'autres partis communistes, avec des pays du tiers monde. Pourquoi la crise la plus grave de toutes : la rupture avec la Chine ? Nous n'avons eu aucune hésitation à critiquer et à repousser des positions chinoises que nous considérions comme erronées : mais nous sommes aussi convaincus que tous les torts ne se trouvaient pas et ne se trouvent pas d'un seul côté. Quelle valeur énorme auraient, pensons-nous, des initiatives prises d'un côté comme de l'autre en vue de renouer le dialogue, de surmonter les oppositions, sur la base de la sécurité partagée, de la non-ingérence, du respect mutuel et de l'utilité réciproque, et sur la voie prioritaire de la détente, de la paix et de la définition autonome ainsi que de la fonction du mouvement des non-alignés.

C'est un fait : bien que plus de vingt-cinq ans nous séparent du XX<sup>e</sup> congrès et bien que les exigences dont il s'était fait l'interprète ne se soient certainement pas amoindries, les orientations qu'il avait définies et les espérances qu'il avait suscitées ne se sont pas vérifiées dans la pratique politique, ni à l'intérieur de l'URSS, ni dans les rapports entre les pays qui lui sont le plus étroitement liés. Nos jugements ne peuvent pas ne pas tenir compte de cela : nous, en effet, nous n'avons jamais fait mystère de ces considérations, ni dans nos documents publics, ni dans les conversations directes.

Notre autonomie de jugement ne peut non plus diminuer à l'égard de chaque acte concret de la politique soviétique. Si nous renoncions à cette autonomie, nous manquerions à nos responsabilités vis-à-vis des travailleurs et du peuple italiens. La défense de la paix est pour nous un objectif fondamental de toute notre politique internationale. Nous savons qu'il ne peut y avoir de paix solide sans le respect de l'indépendance des peuples. Conformément à ces convictions, nous avons toujours appuyé les propositions du gouvernement soviétique qui allaient dans la même direction : nous l'avons fait aussi pour les propositions de négociations et de désarmement présentées il ya un an au XXVI<sup>e</sup> congrès du PCUS.

Nous ne pouvons certainement pas faire de même pour les actes qui vont à l'encontre de ces mêmes objectifs, comme l'intervention armée en Tchécoslovaquie, en Afghanistan. Nous avons manifesté une opposition résolue à ces actions. Un autre choix n'aurait pas correspondu aux objectifs pour lesquels nous nous battons et ne serait certainement pas compris par le grand mouvement pour la paix qui s'est développé impétueusement en Europe ces derniers mois et auquel nous avons participé activement. Il faut malheureusement constater combien ce mouvement, qui s'oppose énergiquement à la course aux armements, mais qui défend aussi le droit de chaque peuple à choisir sa propre voie, a subi un rude coup du fait des événements de Pologne. Pour notre part, nous continuerons à y participer de toutes nos énergies : même nos jugements sur ce qui s'est passé en Pologne, sur les rapports entre l'URSS et ses alliés, sur la nécessité de dépasser l'opposition rigide entre blocs militaro-idéologiques en Europe, sont un élément nécessaire, à laquelle nous ne ne pouvons renoncer, de notre contribution à un grand mouvement pour le désarmement et pour la paix. Nous devons le répéter : si nous avons cédé aux pressions des dirigeants soviétiques en vue de nous faire participer à la conférence de Paris des partis commu-

nistes européens (avril 1980), qui aurait dû être l'amorce d'un grand mouvement unitaire européen pour la paix, d'une part nous aurions avalisé une rencontre dont, en raison même de son organisation unilatérale, aucun mouvement de masse ne pouvait naître (comme l'expérience l'a depuis démontré); de l'autre, nous nous serions isolés du vaste mouvement qui a secoué et anime encore tous les pays de l'Europe occidentale et de l'OTAN.

La représentation de notre politique extérieure que donne la *Pravda* est calomnieuse et faite de falsifications. La division de l'Europe en deux blocs opposés est un fait : notre objectif est de le dépasser, d'arriver à la dissolution des blocs. Mais c'est un objectif qu'on peut atteindre : a) si progressent la détente, la réduction des armements, le désarmement ; b) si à l'intérieur de chaque bloc, chaque pays prend des initiatives autonomes destinées à renouer le dialogue Est-Ouest, à promouvoir des négociations conduisant à une réduction des armements au niveau le plus bas — de manière équilibrée et sur la base de la sécurité réciproque ; jusqu'à la création de zones dénucléarisées et à la mise au rebut de toutes les armes atomiques.

Nous avons suivi cette ligne avec rigueur et combativité, y compris en nous opposant fermement à notre gouvernement, et en prenant des initiatives importantes : ainsi par exemple, notre proposition de « moratoire » (blocage de l'installation des SS 20 soviétiques, et renvoi de toute décision sur les euromissiles, avec début immédiat des négociations). Nous avons avancé cette proposition de moratoire avant la décision de l'OTAN sur les euromissiles, le 12 décembre 1979, et avant la victoire de Reagan en Amérique. Nous ne sommes pas de ceux qui sont combatifs en paroles : nous n'avons jamais dit « oui » à des propositions de Moscou que nous trouvions erronées ; mais nous sommes, en Italie et en Europe, une grande force politique qui peut et doit apporter une contribution effective à la détente, au désarmement, au dépassement des blocs. C'est autre chose qu'espérer « amadouer » l'OTAN.

Il est établi que des initiatives importantes ont été prises par des forces démocratiques et des gouvernements d'Europe occidentale, en particulier par le gouvernement social-démocrate-libéral de la République fédérale d'Allemagne. C'est pourquoi nous cherchons à nous lier à toutes les forces et à toutes ces initiatives qui permettent d'influencer réellement la situation dans le sens de la détente et du socialisme.

Nous sommes nettement favorables à une stratégie de la paix qui garantisse la sauvegarde de la civilisation humaine et soit la base nécessaire de la lutte pour le socialisme. Nous avons toujours approuvé l'Union soviétique quand elle a suivi cette voie essentielle ; nous avons été et nous sommes favorables au dialogue et à la négociation entre l'URSS et les USA ; mais quand elle a commis des actes d'ingérence, des interventions militaires dans d'autres pays, des pressions sur le mouvement des non-alignés, nous avons ouvertement manifesté notre désaccord. Qui donne des alibis à l'impérialisme ? Qui critique des actes incohérents par rapport au principe de la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté de chaque peuple et Etat, ou bien qui commet des actes tels qu'ils s'opposent et portent atteinte à la stratégie de la paix ? Sur le plan des faits, nos positions concordent avec celles prises par de nombreuses autres forces de paix et de progrès, qui représentent de grandes masses populaires : plusieurs partis communistes, tant au gouvernement que dans l'opposition, de nombreuses grandes organisations syndicales, des partis socialistes et sociaux-démocrates, des mouvements d'inspiration clairement démocratique et pacifiste.

Le PCI a toujours fait de la lutte contre l'impérialisme un des principaux fondements de sa politique. Il l'a fait par de grandes manifestations de masse, par des initiatives de solidarité et par l'action politique et parlementaire quand l'URSS, la Chine, l'Algérie, le Vietnam, Cuba, l'Angola, le Mozambique, tous les peuples soumis au joug colonial, étaient victimes de l'action de l'impérialisme. Il le fait aujourd'hui pour le Salvador, le Nicaragua, le Guatemala, le Chili, l'Argen-

tine, le Paraguay, dans la lutte contre le racisme en Afrique du Sud, et pour l'indépendance de la Namibie, contre la dictature militaire en Turquie; en solidarité avec l'OLP, pour les droits nationaux du peuple palestinien. Nous n'en tirons pas vanité parce que, pour nous, c'est naturel. Nous avons toujours été et restons aux côtés des peuples qui se battent pour choisir, en pleine indépendance, leur propre destin et leurs propres règles de vie en commun. Nous sommes contre la politique impérialiste et d'intervention de l'étranger, parce que nous voulons la libre autodétermination des peuples, leur pleine souveraineté et que nous nous opposons dès lors à la répression de leurs légitimes aspirations. Ces principes sont pour nous inséparables de notre vision du socialisme.

C'est précisément parce que nous nous sommes toujours battus et que nous nous battons au nom de ces principes, que nous avons pris et que nous devons prendre les positions que nous avons énoncées à propos des événements polonais. Ce serait en fait une bien pauvre lutte contre l'impérialisme et une bien pauvre défense du socialisme que de laisser l'affirmation de tels principes, dans des pays comme la Pologne ou l'Afghanistan, aux forces conservatrices de l'impérialisme ou aux réactionnaires qui sont bien contents d'en profiter pour piétiner ailleurs ces mêmes valeurs. Les principes de l'indépendance et de la souveraineté des peuples sont et doivent rester, non seulement dans les déclarations mais dans les faits, un patrimoine inaliénable du mouvement ouvrier et socialiste.

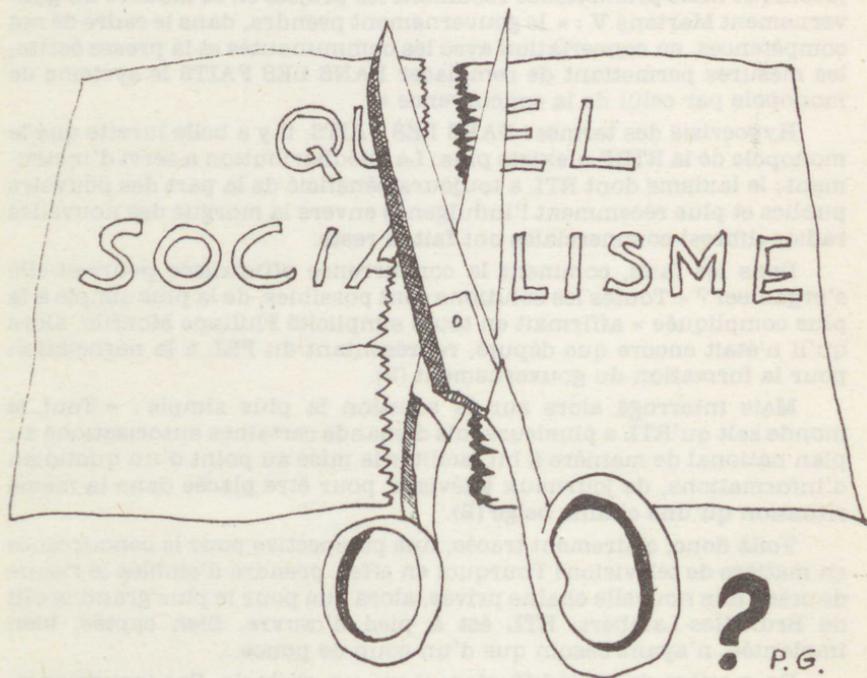
4. On trouve une présentation faussée, quasi caricaturale même, des positions plus générales du PCI, qu'on accuse d'avoir un comportement antisoviétique et d'avoir adopté des positions et des expressions de l'impérialisme et des « ennemis du socialisme ». Nous avons toujours repoussé et repoussons encore toute tentative liquidatrice dans les évaluations des expériences de l'URSS et des pays qui se sont alignés sur elle. Nous n'accrochons d'étiquette dénigrante à personne. Mais nous ne pouvons pas accepter l'emploi de pareilles méthodes à notre égard.

Notre critique et notre analyse de la société socialiste et de celles qui lui ressemblent, même si, par hypothèse, elles sont parfois reconnues légitimes, sont ensuite, en pratique, présentées comme « passage dans le camp des forces qui combattent le socialisme ». Cette opération se fonde sur une conception qui considère que le monde entier est divisé, de manière rigide, en deux camps opposés, entre lesquels il faudrait choisir en les acceptant ou en les repoussant en bloc. Une telle conception adhère bien peu à la réalité du monde actuel où des forces différentes, des mouvements, des peuples, des classes sociales, des Etats naissants aspirent sincèrement au socialisme, mais refusent d'être coincés dans une opposition aussi simpliste. Il y a d'ailleurs le mouvement des non-alignés, une réalité importante du monde actuel, formé des Etats qui déclarent ne pas vouloir se ranger dans un des camps opposés. Sur base d'une vision simpliste et manichéenne, on considère comme un acte hostile toute critique ou même n'importe quelle analyse indépendante. En substance, on affirme : qui n'est pas avec nous est contre nous. Une telle position a déjà causé dans le passé de grands dommages à la cause du socialisme et de l'humanité.

Il faut repousser nettement la conception même d'un seul « socialisme réel », par rapport auquel toute autre conception ou programme socialistes serait pure velléité. Si on soutient une telle position, il n'est pas possible alors d'affirmer qu'on ne veut pas proposer ou imposer un « modèle ». On revendique ainsi toujours une « orthodoxie » politique et idéologique proclamée *ex cathedra*, orthodoxie qui a fini par transformer les enseignements du socialisme scientifique (et en particulier de Marx et de Lénine) en un système idéologique dogmatique, retournant à la conception de l'Etat-guide, affichant une mentalité et une volonté de suprématie; cela à la place d'instruments vivants d'analyse et de connaissance — pour la transformer — de la réalité en mutation. Nous sommes en réalité confrontés à la volonté de reconstruire, autour du PCUS, un centre unique de direction mondiale des partis communistes et de tout le mouve-

ment de libération des peuples. On en a une nouvelle preuve, du reste, dans la teneur et le langage de l'article de la *Pravda*, caractérisés par l'intolérance, par des affirmations péremptoires qui répugnent à l'analyse des faits et à tout débat argumenté.

Mais nous voulons ajouter, en conclusion, qu'il nous semble étrange et préoccupant que la direction du PCUS montre qu'elle n'a pas tiré d'enseignements des graves et nombreux faits et ruptures du passé (de la Yougoslavie à la Chine) qui ont sérieusement porté tort — et pèsent encore toujours — non seulement à la cause du socialisme, de la paix, de la liberté, mais aussi à l'Union soviétique elle-même.



# EN DIAGONALE

## POURQUOI LAISSER L'AUDIO-VISUEL AUX « CULTUREUX » ?

En 1976, dans le « Journal inattendu » de RTL, Léo Tindemans, alors Premier Ministre, avait provoqué un certain émoi en déclarant qu'il était partisan de la création d'une chaîne privée de radio-télévision en Belgique. Ce n'était qu'un épisode spectaculaire des menées de la droite et de sa presse contre la RTB(F) et la BRT. Il y en a eu d'autres, comme les mouvements d'humeur de Jean Gol, qui affectionnent, paraît-il les « chocs psychologiques ».

Au printemps de 1981, c'était la campagne électorale, les attaques et les menaces contre la RTBF (1) se sont multipliées. Même Michel Hansenne — alors ministre de tutelle — a résolument proposé, entre autres affaires courantes, de créer en Belgique une société de radiotélévision à capitaux mixtes qui viendront concurrencer le service public.

Plus tard, en hiver, « concurrence » fut le mot-clef de la phrase laconique mais prometteuse résumant les projets en la matière du gouvernement Martens V : « le gouvernement prendra, dans le cadre de ses compétences, en concertation avec les communautés et la presse écrite, les mesures permettant de remplacer DANS LES FAITS le système de monopole par celui de la concurrence ».

Hypocrisie des termes ! DANS LES FAITS, il y a belle lurette que le monopole de la RTBF n'existe plus. La télédistribution a servi d'instrument ; le laxisme dont RTL a toujours bénéficié de la part des pouvoirs publics et plus récemment l'indulgence envers la morgue des nouvelles radios (libres) commerciales ont fait le reste.

Dans les faits, comment la concurrence officialisée pourrait-elle s'organiser ? « Toutes les solutions sont possibles, de la plus simple à la plus compliquée » affirmait en toute simplicité Philippe Monfils, alors qu'il n'était encore que député, représentant du PRL à la négociation pour la formation du gouvernement (2).

Mais interrogé alors sur la solution la plus simple : « Tout le monde sait qu'RTL a plusieurs fois demandé certaines autorisations au plan national de manière à lui faciliter la mise au point d'un quotidien d'informations, de journaux télévisés, pour être placée dans la même situation qu'une chaîne belge (2).

Voilà donc, clairement tracée, une perspective pour la concurrence en matière de télévision ! Pourquoi en effet, prendre d'emblée le risque de créer une nouvelle chaîne privée, alors que pour le plus grand profit de Bruxelles-Lambert, RTL est à pied d'œuvre, bien captée, bien implantée, n'ayant besoin que d'un coup de pouce...

En matière de radiodiffusion, il y a un obstacle. Pas insurmontable : rien qu'un décret. Ce décret, voté sous la législation précédente,

(1) Il faudrait que les C.M. racontent un jour la vie de la BRT.

(2) Interview à « Vidéodoc », décembre 1981.

définissant un statut pour les « radios libres ». Ses arrêtés d'application ne sont pas encore publiés à l'heure qu'il est et le risque est grand qu'ils ne le soient jamais. Ce décret avait le tort de passer sous silence les problèmes de financement. Mais il avait au moins le mérite de définir des radios à vocation véritablement locale et dont la publicité serait exclue. Les grosses radios (libres) commerciales du GRIB mènent actuellement une guerre d'usure pour faire sauter ce décret. Leur exigence de faire augmenter leur puissance d'émission n'est qu'une étape, qu'une étape nécessaire afin de prendre à la RTBF l'audience indispensable à la rentabilité publicitaire.

Cette prise d'audience est évidemment favorisée par la droite car tout affaiblissement du service public sert ses desseins politiques.

La cible, c'est le service public de la RTBF.

Dans ce but, il a rarement autant été fait appel à la « LIBERTÉ », au « pluralisme », à l'« OBJECTIVITÉ », pour semer la confusion, dans le but de remplacer le monopole de la RTBF par celui, sonnante et trébuchant, des radios à vocation commerciale.

Léo Tindemans, actuellement ministre des Relations extérieures, a évoqué, il y a peu, avec son homologue luxembourgeois, la question de la publicité sur RTL. Mais la déclaration de Martens V ne souffle plus mot de cette publicité qui avait cependant fait l'objet d'un projet de loi sous Eyskens.

Sans doute, la perspective de transformer RTL en une chaîne belge à part entière, a provisoirement satisfait les appétits de ceux qui réclamaient la publicité à la RTBF.

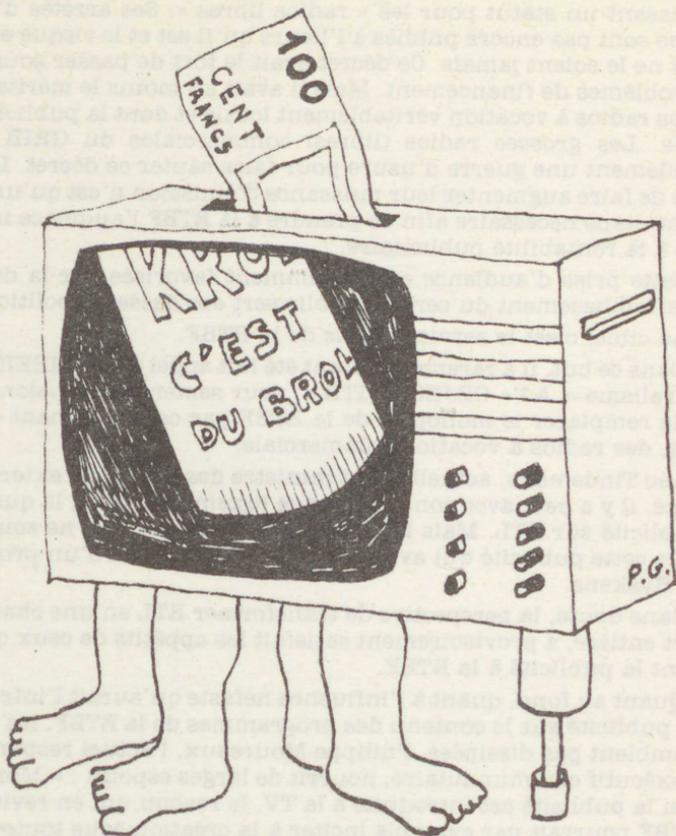
Quant au fond, quant à l'influence néfaste qu'aurait l'introduction de la publicité sur le contenu des programmes de la RTBF, les illusions ne semblent pas dissipées. Philippe Moureaux, l'actuel responsable PS de l'exécutif communautaire, nourrit de larges espoirs : « Mon avis est que si la publicité est introduite à la TV, le revenu qui en reviendrait à la RTBF pourrait par exemple inciter à la création sous toutes ses formes ». (3)

Mais, curieusement l'introduction éventuelle de la publicité (ainsi que les communications gouvernementales sur les ondes) restent des prérogatives nationales et la RTBF ressort du pouvoir communautaire.

La « concertation avec les communautés » en la matière risque de provoquer des remous. Déjà, l'Exécutif communautaire a officiellement déclaré que la RTBF restait le moyen d'expression audiovisuel primordial de la Communauté. Mais Philippe Monfils, devenu le membre libéral de cet Exécutif, a pris ses distances par rapport à ce chapitre de la Déclaration de l'Exécutif. Manifestement, Philippe Moureaux tient à défendre les compétences de cet Exécutif « face à un gouvernement national qui se montre menaçant dans un certain nombre de secteurs et plus particulièrement à propos de la RTBF ». L'intention est louable. Mais les menaces sont de taille : le gouvernement prévoit des économies drastiques dans les services publics. C'est donc une RTBF étranglée et affaiblie qui risque de devoir affronter la CONCURRENCE.

---

(3) Interview au « Soir », 15 janvier 1982.



Face aux menaces contre la RTBF (et plus généralement en matière d'audiovisuel) les organisations du mouvement ouvrier et démocratique restent souvent dangereusement muettes.

Certes, de temps à autre une résolution est prise, un communiqué est publié, une réunion est organisée.

Mais le plus souvent ces initiatives sont le fait des seuls « cultureux ». Et il est rare que le mouvement dans son ensemble fasse son profit des enseignements recueillis à ces occasions.

Les « nouveaux » domaines de l'audiovisuel : radios libres, télévisions communautaires, vidéo, télématique, satellites... sont traités comme autant de dossiers séparés sans que s'impose la nécessité de l'élaboration d'un fil conducteur.

Ce manque de perspectives, cette absence de stratégie dans le domaine de l'audiovisuel est pour le moins préoccupant.

**Roger PIERRE.**

## **RÉFLEXIONS POUR UN DÉBAT SUR L'ACTION CULTURELLE DES COMMUNISTES**

Pendant trop longtemps, une analyse réductrice a considéré que l'action pour l'émancipation sociale se déployait sur le terrain économique et politique et que le domaine culturel dépendait étroitement des options et des choix économiques.

La culture ne se réduit jamais à l'idéologie dominante même si celle-ci pèse d'un poids très lourd sur toutes les manifestations culturelles traditionnelles ou nouvelles de la société.

Il devient clair que pour assurer une pleine libération humaine il faut également s'efforcer de répondre à la demande culturelle, se mesurer sur des terrains nouveaux, s'efforcer de répondre à des aspirations qui dépassent la simple satisfaction des besoins élémentaires.

Dans notre pays, les secteurs monopolistes, ce que l'on a parfois appelé les « multinationales de la culture », conditionnent la diffusion culturelle dans les masses, utilisent à plein les techniques modernes. Cette action puissante entrave en fait la liberté de choix des consommateurs et des réalisateurs. Il est malaisé de créer les conditions d'une libre confrontation. Un long conditionnement a rendu la tâche ingrate d'autant que le terrain est resté en friche. Souvent on a réduit l'action à la définition d'une « politique culturelle » étroitement dominée par des choix idéologiques. La culture n'est certes pas un luxe qu'il faut abandonner aux nantis et à la bourgeoisie. Elle peut devenir un élément de l'émancipation populaire car elle assure la promotion des valeurs humaines à condition de créer les conditions de liberté et d'échanges. On pourrait affirmer qu'elle devient trop importante pour la laisser aux seuls intellectuels. Pour l'arracher à la domination sans partage des conservateurs il faut que les masses deviennent des protagonistes de la culture et non de simples consommateurs passifs.

Il n'y a pas une culture communiste mais un effort des communistes pour aborder les problèmes culturels, en faire le patrimoine de tous,

y introduire des valeurs nouvelles et soumettre les éléments traditionnels au feu de la critique. Cela suppose un effort original afin d'acquiescer une vision critique et historique de toutes les formes de vie, des mentalités, des usages. En sachant qu'il n'y a pas de vérité absolue ou éternelle.

Notre société est de plus en plus complexe. Les structures et les superstructures s'interpénètrent et forment un tissu varié. Les problèmes économiques et sociaux ne sont jamais traités à l'état pur. Les idées, les valeurs acquises ou remises en cause, les sentiments, les aspirations nettes ou confuses pèsent sur eux. Il suffit de prendre quelques exemples. Les structures étatiques ne sont plus reçues comme dans le passé. Elles ne peuvent s'analyser en un simple instrument d'oppression d'une classe par une autre, elles portent les marques des conflits et des changements dans les rapports de force. Leur poids dans la société engendre des réactions libertaires, les structures se heurtent aux aspirations démocratiques qualifiées souvent d'autogestionnaires. Les syndicats, nés comme une affirmation de la solidarité ouvrière face à une exploitation brutale connaissent dans leur développement des tendances corporatistes qui prennent parfois le dessus dans un monde où les marginaux sont de plus en plus nombreux. Les idées sur la famille, le couple, la place réclamée par les jeunes générations souvent tenues à l'écart des activités productrices font naître de nouvelles exigences, de nouvelles attitudes face au travail. D'autant que les idées du développement continu de l'économie, de la croissance illimitée sont remises en question.

Tout change très vite, les goûts, les habitudes, la manière de penser et de vivre. Le poids et la valeur des traditions sont remis en cause. Tout ce bouillonnement d'idées agit sur la manière d'approcher les problèmes économiques et sociaux. La demande culturelle devient plus importante, se transforme en un mouvement réel qui exprime des besoins nouveaux comme la qualité de la vie, l'opposition à la destruction du milieu, la soif d'une société plus libre et pacifique.

Cette évolution n'est pas neuve mais elle s'accélère. Toute forme d'organisation économique, sociale, politique s'est toujours accompagnée d'un ensemble d'idées qui constituent en fin de compte la culture dominante, admise à un moment donné. Mais cette « culture » est de plus en plus rapidement remise en cause en même temps que les structures qui la portent. Les bases matérielles et idéologiques s'influencent réciproquement. Il reste vrai que la transformation des structures de la société est une condition de fond des transformations, du changement mais seule elle ne peut assurer et garantir les valeurs qu'une société nouvelle développe.

Les blocages des sociétés socialistes en sont une illustration. La transformation des structures économiques ne résout pas tous les problèmes de l'homme ni de son engagement dans la société. D'autant que la transformation de l'économie est en fin de compte le produit de l'action des hommes sur le plan des idées, de la politique et de la culture.

Dans la société moderne, hautement développée au plan technique et économique, le poids accru des moyens de communication de masses

qui diffusent une culture passive, l'élargissement de la base culturelle demande une action spécifique et autonome. Les idées véhiculées, les héritages culturels, sans une action critique et novatrice, peuvent être manipulés et conduire à un nouveau conditionnement qui assujettit les masses aux schémas dominants, reçus passivement. L'action culturelle peut au contraire créer les conditions d'une conscience critique, lutter contre la passivité, la simple consommation des idées reçues. Par elle-même elle constitue alors une tâche véritablement révolutionnaire qui agit comme agent de libération.

Notre société exprime d'ailleurs assez clairement ce besoin. La naissance de multiples associations culturelles, d'initiatives très variées et d'origines idéologiques très diverses en est la preuve.

C'est la richesse de la vie sociale qui fait naître des associations qui ne peuvent toutes être ramenées aux seules options idéologiques. Les questions culturelles, artistiques, récréatives prennent, à l'heure du temps libre, avec la diminution importante du temps de travail, de plus en plus d'importance. Il serait impardonnable de les sous-estimer, de ne pas en mesurer la valeur pour le changement, la transformation de la société. Ce sont de nouveaux leviers. La réduction du temps de travail donne en effet la possibilité matérielle, concrète de satisfaire nombre d'exigences humaines, de contribuer à libérer l'homme, de se consacrer davantage, plus largement à ce qui n'est pas la simple subsistance, la production matérielle des biens et des services, la satisfaction des besoins fondamentaux. Les problèmes des loisirs et du travail s'interpénètrent alors. L'homme peut enrichir sa propre existence non dans l'isolement mais avec les autres. La culture, c'est se sentir solidaire, entrer en contact avec les autres car l'activité culturelle est essentiellement sociale. Il ne s'agit pas de s'évader des réalités mais d'en acquérir une conscience critique. Il faut dégager les conditions de la réalisation des aspirations de chacun à devenir lui-même, plus riche pour soi et pour les autres, individuellement et collectivement. Agir pour que le temps libre ne devienne pas aliénant, c'est en fin de compte lutter contre l'assujettissement au pouvoir en place, c'est lutter contre l'exploitation et la domination de l'homme. C'est prendre en compte les « nouvelles utopies » car le rêve est nécessaire, fécond. Qui a dit que si l'on ne peut rêver l'impossible, on n'atteint pas ce qui est possible ?

Tout normalement les communistes doivent trouver leur place dans cette action culturelle volontairement définie en des termes généraux sans dessiner une politique culturelle directive. Car le seul terrain politique est insuffisant pour permettre à l'action culturelle de se déployer. On ne peut tout ramener au politique. C'est pourquoi l'action du parti ne peut être totalisante.

Certes le parti comme tel peut définir une politique culturelle si par celle-ci on entend la mise en œuvre de moyens pour assurer le développement et la démocratisation de la culture. Il s'agit éventuellement de contester les choix du pouvoir, d'indiquer d'autres priorités. Eviter que le pouvoir, les partis politiques, n'exercent une tutelle contraignante sur les associations culturelles sans paternalisme. Un mouvement culturel pas plus qu'un syndicat n'est une courroie de transmission du parti même si celui-ci l'aide à se développer. On peut dire que

l'action pour la démocratisation de la culture n'est pas un moyen mais une fin en soi. Il s'agit de démocratiser l'accès à la culture pour les travailleurs, de préserver et d'étendre la formation culturelle contre la ségrégation sociale, d'encourager les initiatives publiques et privées, de mener l'action culturelle là où les gens vivent et travaillent, la développer au départ de leurs préoccupations.

Il faut bien reconnaître que sur ce terrain nous avons trop peu investi, bousculés par des priorités parfois discutables, placés devant des choix difficiles. Mais il faut tout d'abord se convaincre de l'utilité d'une telle action. Le débat est ouvert.

**Jacques MOINS.**

## A LIVRES OUVERTS

### RONDON, UN MARÉCHAL DE LA PAIX

Sous le signe de « culture laïque », voici le premier volume d'une nouvelle collection née en Belgique, à l'initiative de la Fédération des amis de la morale laïque. Cette collection vise notamment à fournir « au plus large public soucieux d'ouverture et de renouveau, *une culture alternative et rectifiée* (souligné dans le texte) qui découvre des territoires oubliés ou inconnus, redresse certaines perspectives historiques ou renouvelle les thèmes les plus rebattus « à la lumière de la philosophie laïque ».

Qu'il nous soit permis de nous interroger sur les contours de cette philosophie et de cette culture. Interrogation nullement oratoire ou ironique, mais interrogation de fond, à laquelle les initiateurs de la collection nous aideront sans doute à répondre. On peut penser en effet que la laïcité, considérée « en soi », ne suffit pas, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, à renouveler la culture. Quant à la notion de culture « rectifiée », elle nous laisse tout à fait perplexes.

Cela dit, le premier venu de la série est fort bien venu.

« Rondon, un maréchal de la paix », consacré à cet étonnant militaire brésilien qui fut Candido Mariano da Silva

Rondon, a réuni quatre plumes alertes, de belles photos et un bon dessin. Le héros méritait largement cette conjonction de talents car son histoire est proprement extraordinaire.

L'homme est né en 1865 dans un petit village du Matto-Grosso, au Brésil. Il quitte cet environnement familial — où il courait la forêt et les rivières — pour s'engager à l'armée. Le petit paysan à l'instruction rudimentaire veut devenir officier; il réussit un difficile concours et se retrouve cadet à l'École militaire. Une singulière école, marquée à l'époque par des idées libérales et positivistes. Candido aura la chance d'avoir un nommé Benjamin Constant pour professeur qui, avec quelques autres, organise en novembre 1889 un soulèvement militaire mais pacifique contre l'empereur Pedro II. Le premier « Etat Positiviste Libéral » du monde était né.

« Militaire mais pacifique » : ce sont aussi des mots-clés pour situer la carrière de notre Rondon. Mais ce qui nous apparaît surtout étonnant, c'est la volonté de ce jeune militaire (il est lieutenant en 1890) d'en finir avec ce qui était déjà une tradition bien enracinée dans son pays, à savoir que les Indiens sont des sauvages à traquer et à massacrer. Certes, son professeur Constant a inculqué cette conviction à quelques jeunes gens. C'est avec l'un d'entre eux

que Candido Rondon fera partie d'une expédition chargée de tendre une ligne télégraphique dans le Mato-Grosso. Il conservera intact l'enseignement qui lui est alors donné : « Interdiction, sous peine de prison, de molester ou d'attaquer les Indiens ». La pratique est révolutionnaire, même si elle est faite de longue patience. A force de ténacité, d'ingéniosité et surtout de confiance dans les hommes, Rondon et son détachement parviendront à nouer un dialogue et à organiser une coopération avec des Indiens classés dangereux.

C'est une grande aventure, que relate Louis Bonfanti très simplement. Jean Jacqmain achève le récit et le conclut, après la mort de Bonfanti. Il rappelle « qu'en matière de contact de cultures, les bonnes intentions ne suffisent pas »

## SOCIOLOGIE D'UNE COMMUNE VIETNAMIENNE

Une volumineuse recherche vient d'être publiée au C.R.S.R. de l'U.C.L. Approche sociologique originale, puisqu'elle se propose de rendre compte d'une problématique bien circonscrite (une commune rurale vietnamienne) à travers une grille d'analyse marxiste. Sans entamer le débat épistémologique sur l'ambiguïté obligée d'une « sociologie marxiste » (les deux termes, dans leur coexistence, nous renvoyant au statut autonome d'une sociologie, « enrichie » après-coup d'un apport résolument marxiste), on retiendra de l'exposé des perspectives dans lesquelles s'inscrit la recherche, qu'il s'efforce d'éviter par l'utilisation des concepts marxistes, à la fois l'écueil de l'empirisme et celui du fonctionnalisme. Le premier et sa théorie du reflet qui réduit la science à une mosaïque d'observations assemblées avec plus ou moins de bonheur sans pour autant déboucher sur une connaissance, cette

et qu'il n'y a pas que les armes du Blanc qui tuent l'Indien. Non seulement le Service de protection des Indiens créé par Rondon devait rapidement sombrer dans la corruption et le scandale, mais l'Etat positiviste libéral ne put résister à la crise, ni l'Estado Novo de Getulio Vargas à l'appétit des multinationales. De l'œuvre remarquable du maréchal Rondon, il ne reste apparemment rien, du moins au Brésil. Ne s'en est-on pas inspiré ailleurs, par exemple au Mexique? En tout état de cause, son expérience n'est pas perdue et « Un maréchal de la paix » est un petit livre utile.

**R.L.**

*Editeur : Fédération des amis de la morale laïque, rue du Méridien, 17, 1030 Bruxelles. 70 pages - 100 F.*

dernière se confondant avec l'accumulation des faits; le second se bornant quant à lui à observer la réalité en chausant les lunettes d'un déterminisme mécaniste. Vision déformée, dès lors, qui ne peut aller au delà de la description du fonctionnement d'un système figé dans le temps et dans l'espace.

Deux corps de concepts sont à l'honneur dans cette sorte « d'étude de cas » (pour emprunter à la clinique sa terminologie) : il s'agit du couple forces productives - rapports de production ainsi que celui de super et infrastructure. On les retrouve à l'œuvre tout au long de huit chapitres qui passent au crible des questions telles que la transition, la participation au sein de la coopérative, les modèles culturels qui y dominent, le rôle de la famille et de la religion...

Je me bornerai pour ma part à choisir quelques analyses riches d'enseignements dans la mesure où elles restituent tout son sens à la difficile construction du socialisme dans les conditions spécifiques de la campagne viet-

namienne d'après-guerre. J'espère que les auteurs ne me tiendront pas rigueur de ces choix, qui éclipsent nécessairement des aspects importants de l'étude.

### **LA COLLECTIVISATION DES CAMPAGNES : UNE SITUATION DE TRANSITION**

« Le problème théorique de l'économie de transition concerne la théorie d'un mode de production complexe qui vient de se substituer à un autre mode de production complexe, à la suite d'une rupture de l'ancienne totalité structurée » (1).

Dans le cas de Hai-Van la transition est une situation contradictoire où l'on voit coexister une petite production en parcelle avec de nouveaux rapports collectifs de production en coopérative. Cette coexistence ne se développe pas sans contradictions dans la mesure où le mode de production parcellaire (40 à 45 % du revenu monétaire familial) contribue à la fois au maintien et à la nucléarisation de la famille.

Maintien : dans la mesure où il évite diverses formes de ruptures de la structure familiale telles qu'on les observe dans le développement urbain de pays ateliers d'Asie capitaliste.

Nucléarisation : du fait de la disparition de l'ancienne forme de la famille étendue à mesure que le salaire individuel de la coopérative concurrence le revenu provenant de la production domestique de la parcelle.

La famille constitue donc une clé sociale de la transition, tandis que la coopérative permet, à travers la planification et la mécanisation, non seulement un accroissement de la productivité et une maîtrise accentuée de ce qui est produit, mais aussi l'éclosion de nouveaux rapports de production. Cette coexistence du mode de production en parcelle avec celui en coopérative résulte principalement, selon les

auteurs, d'un niveau relativement faible des forces productives.

« Le manque d'instruments techniques, de moyens financiers, d'expérience de gestion, sont autant de facteurs qui expliquent le niveau relativement faible de la productivité du secteur collectivisé de l'économie agraire, malgré les progrès accomplis. Et cela doit être compensé, entre autres, par l'économie domestique d'appoint » (p. 64).

On pourrait objecter à cette thèse, même si elle se nuance de considérations à propos de l'effet idéologique sur le paysan de l'introduction de la technologie aux champs, le fait qu'elle ne parvient pas à se démarquer d'une analyse descriptive des forces productives en les énumérant. Cette énumération non seulement pose problème en elle-même (où peut-elle s'arrêter? et si elle le fait, qu'est-ce qui fonde sa légitimité?) mais introduit aussi une autonomisation des forces productives par rapport à un processus dans lesquelles pourtant elles sont parties prenantes puisqu'elles sont influencées par les rapports de production et les influencent en retour. Cette autonomisation introduit une dualité entre les forces productives et les rapports de production dans la mesure où les carences de celles-là précèdent et influent sur ceux-ci. Resterait alors à rendre compte de la nature de cette causalité dans laquelle on s'est enfermé.

### **LA BUREAUCRATIE COMME « PROCESSUS SOCIOLOGIQUE »**

Dans le chapitre réservé aux aspects de l'organisation collective, on trouve une approche intéressante du phénomène de la bureaucratie. Celui-ci, en effet, est souvent confondu à la fois comme effet et comme cause d'un même processus. Les auteurs nous montrent qu'au contraire la bureaucratie doit être comprise davantage comme une sorte d'épiphénomène dépassant le libre-arbitre des acteurs sociaux. Dans le cas de la transition à

(1) Ch. Bettelheim, « La transition vers l'économie socialiste », *Maspero 77*, pp. 19 et 20.

Hai Van, un tel « processus sociologique » apparaît à la fois dans la mesure où cette transition ne peut se concevoir que comme un processus volontariste à l'intérieur duquel les acteurs sociaux apparaissent comme des intervenants à part entière et à la fois parce qu'il se greffe sur l'hiatus décrit plus haut (non-correspondance entre le faible développement des forces productives et les nouveaux rapports sociaux de production qui s'instituent.)

### **LES MUTATIONS DU CATHOLICISME DANS LA TRANSITION**

Sans oublier l'analyse intéressante du développement de la famille depuis la colonisation jusqu'à la collectivisation des campagnes, l'ouvrage se termine sur un chapitre important relatif à la place et au rôle du clergé dans la lutte anti-coloniale d'abord, dans la révolution économique et politique ensuite. De fait, toute l'histoire de la décolonisation et de la collectivisation ne peut se lire aussi simplement que la lutte des paysans pauvres « pour leur émancipation ». Une telle lecture ferait abusivement l'économie du rôle de l'idéologie religieuse dominante : le catholicisme (à Hai Van on compte 85 % de catholiques, p. 248) durant tout le processus révolutionnaire. La religion catholique ayant pour effet dans un premier temps d'assurer les conditions idéologiques et matérielles de la reproduction de l'ancien mode de production de type asiatique. Ceci permet de comprendre l'adhésion des paysans catholiques à la lutte anti-communiste aux côtés du clergé local, des propriétaires fonciers et des colons français.

« On se trouve donc face à un processus sociologique où la superstructure prend nettement le pas sur l'infrastructure. C'est bien l'appartenance au catholicisme et non les intérêts économiques, qui expliquent les attitudes des paysans. L'institutionnalisation des modèles culturels et celle de l'organisation du groupe, orientent des pratiques

sociales qui objectivement peuvent être en contradiction avec sa libération économique, sociale, politique et culturelle. C'est un mécanisme d'autant plus puissant que le groupe craint dans l'avenir une disparition de son existence en tant que tel, argument qui fut largement utilisé durant cette période de l'histoire au Viet-Nam. C'est donc bien un cas typique de l'autonomie relative des superstructures... » (p. 258).

Ce n'est qu'à la suite d'un processus extrêmement lent que cet effet idéologique sera neutralisé; processus qui conjugue l'évolution de la situation concrète de la guerre anti-impérialiste ralliant à elle les catholiques patriotes, avec les premiers résultats positifs de l'organisation collective de la production agricole. Ce processus permettant de déboucher sur l'instauration d'une convention qui « scelle au niveau du village, l'unité sociale et culturelle » (p. 264).

En guise de conclusion, et c'est ici le militant qui parle, on ne peut que remercier les auteurs d'une telle contribution en collaboration avec l'Institut de sociologie de Hanoï. En effet, rares sont les travaux qui traitent scientifiquement d'un tel sujet. Pourtant toute recherche dans ce sens est précieuse : au Viet-Nam d'abord, pour l'intelligence de son propre développement rural, chez nous ensuite, où les autorités universitaires n'ont que trop tendance à refouler tout ce qui s'efforce d'approcher la réalité de façon marxiste. La résultante de ce refoulement, comme en psychanalyse, est que ce qui est refoulé réapparaît tôt ou tard à l'extérieur de manière déformée. Qu'on ne s'étonne donc pas de trouver dans nos librairies un foisonnement de théories plus idéalistes les unes que les autres sur le problème de la transition socialiste et de ses conséquences.

**Philippe FRASCHINA.**

*François Houtart et Geneviève Lemercinier. Ed. C.R.S.R. U.C.L. Louvain-la-Neuve.*



# EN REVUES

## LA REVUE NOUVELLE

A l'instar de la Revue Nouvelle qui vient d'inaugurer une rubrique « revue des revues » et la traite très sélectivement, nous ne reprendrons ici que quelques articles publiés dans les deux dernières livraisons de la RN.

Dans la *Rose des vents* de janvier, c'est l'analyse du « cas Nols » qui nous a paru particulièrement fine. La volonté de Roger Nols de *provoquer* les autorités du pays pour qu'elles décident d'une politique restrictive de l'immigration est devenue évidente. Ses pratiques ouvertement illégales (ou antilégal) ne s'expliquent pas autrement. Or, montre la RN, « si le collègue de Schaerbeek avait consacré, ne fût-ce qu'en partie, l'énergie considérable qu'il investit pour diviser les habitants à promouvoir des structures d'accueil et de dialogue, s'il avait organisé ne fût-ce que les rudiments d'une politique sociale au lieu de forcer à la démission le seul organisme existant susceptible d'animer une concertation en ces matières, on n'en serait pas arrivé à une situation qui se trouve, en effet, à bien des égards, dégradée. »

Georges Thill signe une étude fort séduisante sur une nouvelle approche de l'épidémiologie, approche qui part de Michel Foucault et s'applique très concrètement à la Basse-Sambre, au travers d'une enquête-test menée en 1979 et 1980 auprès de la population ouvrière masculine de cette sous-région. Le souci de s'arracher au scientisme et à la tendance technocratique de l'épidémiologie plus classique marque cette enquête. On en retiendra deux faits, au demeurant peu surprenants : d'une part les perturbations causées par le travail posté, et d'autre part les effets pathogènes des menaces sur l'emploi, jointes à l'isolement social

et aux soucis financiers. La recherche, menée aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur, donne à G. Thill l'occasion de réflexions intéressantes sur les rapports entre santé et écologie, entre santé et démocratie.

Dans la livraison de février, nous avons lu avec un très vif intérêt les pages que Colette Braeckman consacre à « l'Amérique latine, notre passé ou notre avenir ? » ainsi que trois articles sur la Pologne.

Amérique latine : l'auteur poursuit sa quête de vérité à propos des évolutions qu'ont connues par exemple l'Uruguay et le Chili, et elle tente de cerner les liens entre rareté économique (crise) et répression politique. Préoccupée par le mésusage que fait l'Occident de la défense des droits de l'homme, Colette Braeckman observe que « l'idéologie des droits de l'homme devient une machine de guerre de l'impérialisme ». Sans vouloir escamoter les faiblesses de certaines expériences progressistes, elle constate que « les pays qui virent à gauche ou qui tentent un nouveau modèle de développement, se découvrent soudain des censeurs bien attentifs aux droits individuels. Les exemples sont multiples où l'on défend un grand principe mais où, sous ce couvert, on multiplie les actions désstabilisatrices ».

Sur la Pologne, Michel Hubert évoque « les avant-goûts du coup d'Etat », J.M. Chauvier s'interroge sur la crise du « socialisme réel », et J.C. Williams sur les espoirs que les banquiers occidentaux fondent sur la loi martiale. Si le premier de ces articles apporte des informations sur le foisonnement des clubs politiques, le second est beaucoup plus ambitieux. Partant du diagnostic du PCI sur « l'épuisement » de l'impulsion révolutionnaire d'octobre 17, Jean-Marie Chauvier tente d'analy-

ser « par quelles altérations successives le marxisme-léninisme conduit de Marx au « socialisme réel », puis de dresser un bilan de ce dernier. L'entreprise, répétons-le, est ambitieuse. L'auteur acte les « victoires décisives sur le sous-développement, la faim et l'ignorance », ainsi que les progrès sociaux et culturels engrangés par le « socialisme réel ». Mais il considère que les limites objectives de ce socialisme sont atteintes « lorsque, par la dynamique des progrès qu'il a lui-même suscités, le système n'est pas en mesure de répondre aux exigences d'un développement économique qualitativement supérieur ». C'est dans ce contexte qu'il situe la crise polonaise. Les réflexions de J.M. Chauvior méritent une lecture attentive et, bien entendu, critique. S'il estime que le « socialisme

réel » ira de blocages en convulsions quelle que soit la situation internationale, il a bien soin de mettre ses lecteurs en garde contre les effets de la guerre froide. « Lorsque l'administration Reagan bat le rappel de l'atlantisme, relance la course aux armements et la politique des sanctions contre l'URSS, elle obéit, note-t-il, à une logique de confrontation, qui est celle de l'empire américain, confronté à sa propre crise, aux « turbulences » du tiers-monde, à la concurrence des puissances ouest-européennes. Il faut, dit-il, une grande naïveté (et on en trouve à gauche) pour croire que cela va aider le peuple polonais... »

**R.L.**

La Revue Nouvelle — 165 F le numéro — Rue des Mouchérons, 5, 1000 Bruxelles.



# UN APPEL D'AIR POUR « OXYGÈNE »

Mort « Bruxelles-jeunes », feu « Rock Press », il subsiste en Belgique francophone un seul magazine spécifique et non spécialisé pour les jeunes. « Oxygène » vivra-t-il ? Au manque de moyens financiers s'ajoute pour la presse des jeunes le... manque de moyens des jeunes acheteurs. Et les craintes sont fondées que finisse à son tour étouffé un journal qui s'est donné pour but d'aider les jeunes à respirer. A vivre la vie en la changeant et vice-versa car l'un ne peut aller sans l'autre : on pourrait résumer ainsi la philosophie du journal. Et qui à cet effet a entrepris voici plus d'un an de se transformer lui-même, dans l'ambition jugée présomptueuse par d'autres d'« innover radicalement ».

C'est en septembre 1980 qu'« Oxygène » a pris le relais de « L'Offensive ». Si l'on remonte à la création de cette dernière par la Jeunesse communiste en 1972, l'expérience a en réalité dix ans. Bimestriel jusqu'en 1975, le journal a tenu depuis le rythme mensuel. Années de lent apprentissage et d'amélioration progressive, dans des conditions des plus précaires. Non sans résistances, non sans heurts on est passé de l'optique d'un « moniteur » de la JC plus ou moins agrémenté pour « passer » dans le public jeune, à celle d'un magazine de jeunesse, vecteur des idées de changement de l'organisation mais aussi moyen de capter les aspirations des jeunes. Les difficultés rencontrées en dehors du domaine matériel n'étaient pas sans rapports avec les conflits d'options politiques qui se sont précisés avec les années au sein de l'organisation.

Ces antécédents expliquent la longue genèse d'un journal qui commence enfin à sortir du corset d'une concep-

tion étriquée à la fois sur le plan journalistique et politique, qui commence à ressembler à un magazine de jeunesse à la hauteur des besoins d'aujourd'hui. Si je fais ici ces rappels, c'est parfaitement conscient de la vanité de toute autosatisfaction ou irritabilité d'« ancien combattant » (ou de moins ancien) quand il s'agit avant tout de juger de la qualité d'un produit — un journal — censé répondre à des besoins — ceux des jeunes lecteurs. Mais il n'est pas inutile de souligner pour tous ceux que cela concerne que l'enjeu est celui d'une bataille déjà longue et que l'entreprise reste lourde à supporter, dans des conditions nouvelles, pour un mouvement de jeunesse. L'enjeu, c'est-à-dire l'existence d'« un véritable magazine progressiste pour jeunes, complet, professionnel et indépendant ». Le journal « Pour » quant à lui ne semble pas juger utile de présenter « Oxygène », serait-ce à l'occasion d'une interview, et ne l'a pas cité dans une nomenclature des « canards alternatifs ». Je ne dénie pas au « Pour » actuel des qualités certaines qui en font un hebdomadaire lu par beaucoup de jeunes, mais rappellerai précisément qu'il lui a fallu huit ans pour effectuer sa percée.

« Oxygène » entend combattre la marginalisation socio-économique des nouvelles générations avec ses conséquences morales, culturelles et politiques : un processus qu'une société soucieuse de son devenir, que les forces de gauche en particulier ne peuvent ignorer. Or les grands médias ne se font que trop peu l'écho des préoccupations des jeunes, en dépit des enquêtes du « Soir » ou d'émissions comme « Génération 80 », intéressantes mais trop ponctuelles. Au delà d'un manque d'information sur les problèmes des

jeunes on peut encore moins dire que les jeunes ont, dans la grande presse, l'occasion de *s'exprimer* régulièrement et librement sur tous les problèmes qui les concernent particulièrement, des activités de ciné-club à la situation dans les écoles professionnelles en passant par la sexualité. Il ne s'agit pas d'opposer absurdement la jeunesse au reste de la société, mais de cesser de la tenir sous le boisseau.

Ce qui frappe d'emblée par rapport à l'ancienne formule et malgré un goût de trop peu, c'est ce qu'« Oxygène » a gagné en diversité, dans chaque numéro et dans la série. En témoignent au fil d'une année les titres des articles, reportages, enquêtes, dossiers, interviews, correspondances locales, auxquels s'ajoutent les rubriques « Bouillon de culture » (rock, chanson française, BD, cinéma, livres), « Coup d'œil sur », « Le mois en Belgique » et « Le mois dans le monde », l'agenda du mois, les fiches pratiques, les planches de BD, les poèmes, le courrier. C'est en même temps la place plus grande faite aux articles s'inspirant d'un journalisme « vécu », tels que « Hamburger story : l'exploitation à la sauce américaine », « Une région oubliée » (autour de Vielsalm), « Un lycée trop tranquille » (Berkendael), « Les vols dans les grands magasins », « La sandilla sandinista », « L'étrange commerce des étudiants-cobayes », « Trois jeunes députés sur le gril » (l'écolo Deleuze, le communiste Fedrigo et le socialiste Coëme, auxquels on ne craint pas de poser des questions qui pourraient sembler déplacées mais visent précisément à replacer la politique dans son contexte vécu). Conjointement on remarque la fréquence de dossiers bien conçus et bien présentés, fournissant une information plus dense, plus argumentée, complémentaire à l'option « vécue » et l'intégrant d'ailleurs : dossier sexualité, dossier vacances, dossier missiles et bientôt, dossier emploi. Frappant encore, et

significatif, le développement sans précédent du courrier des lecteurs (surprise, deux courtes annonces invitant à envoyer des poèmes ont reçu trente réponses en quelques mois).

A la fois effet et agent de cette évolution plus vivante et plus riche, la participation beaucoup plus large de jeunes extérieurs à l'organisation éditrice : l'ancien comité de rédaction est devenu le « forum des lecteurs » et une grande majorité des collaborateurs ne sont pas membres de la JC. Le journal répond pour eux de façon directe à un besoin d'expression, sans passer par l'écran filtrant de l'organisation. La rédaction bénéficie d'ailleurs d'une remarquable indépendance journalistique, dans un climat de confiance où les textes ne sont pas soumis d'avance à un contrôle politique, où les rédacteurs tiennent compte librement des remarques qui leur sont faites.

La diffusion n'est pas en reste avec un tirage moyen de 7.000 exemplaires, une vente en librairie de 500 à 1.000, une vente militante de minimum 300 (plus de 3.000 pour le « dossier missiles ») et un total des ventes et abonnements oscillant entre 2.000 et 4.000 exemplaires. Soit une moyenne de 3.000 « Oxygène » diffusés en Belgique, à comparer toutes proportions gardées au chiffre de 30.000 pour feu « Antirouille » en France. On a diffusé 3.187 exemplaires supplémentaires dans le cadre de la « campagne des cent écoles ». Il a fallu réimprimer 1.500 exemplaires du numéro d'octobre dernier. Les abonnements sont en nette progression (2 à 3 par jour), la diffusion globale se maintient et tend à progresser. A cela s'ajoutent les envois systématiques à toutes les free clinics, centres de planing familial, maisons de jeunes, foyers culturels, où le journal est largement consulté, et l'écho reçu par plusieurs reportages comme celui sur les étudiants-cobayes (décembre 81) répercuté par « La Cité », « Le Peuple », « La Wallonie », « La Libre Bel-

gique », « La Dernière Heure », « Le Jour », la « Gazet van Antwerpen » et quatre fois par la RTBF dont une longue interview au journal parlé de 13 heures.

## Y A D'LA GÈNE A OXY

Et pourtant, les difficultés et motifs d'inquiétude ne manquent pas, tant en ce qui concerne la viabilité de l'entreprise que la poursuite de son succès vers « l'extérieur » et les rapports entre le journal et l'organisation. Je tâcherai de faire (très sommairement) le point à partir d'avis recueillis et d'un entretien avec Jean Lemaître, membre de l'équipe d'« Oxygène ».

Une contradiction apparaît entre deux soucis parallèlement méritoires de la rédaction : le souci d'ouverture à la collaboration des jeunes, et le souci de qualité journalistique. Exemple éloquent, « Oxygène » s'est taillé une réputation fâcheuse de journal de mauvaise BD alors même que la place de la BD y est trop maigre encore. C'est souvent du sous-Hubinon. Par contre, la publication en fascicule séparé de « Ciel, la vérité », une fort bonne BD de Philippe Moins consacré « meilleur jeune espoir 81 », connaît un franc succès. Dans les illustrations des articles je reprocherais au journal de sous-utiliser les dessinateurs de talent dont il pourrait s'assurer le concours : s'agit-il d'un doute quant à la capacité d'un large public jeune d'apprécier certains styles graphiques ? Question de dosage me semble-t-il et aussi de travail d'« éducation » du lecteur. Ce n'est au demeurant pas chose aisée que d'encourager la créativité des jeunes tout en évitant (et pour cela même) de favoriser la médiocrité. Sur le plan rédactionnel, m'explique Jean Lemaître, si les militants de la JC collaborent moins, c'est en partie parce qu'on est plus exigeant et que la qualité demande plus de temps, qu'il s'agisse d'enquête à mener ou de style à soigner. Une solution consiste à côté des articles assumés par la rédaction à ménager des « zones

libres ». Mais on peut aussi rendre l'exigence stimulante : des cours de journalisme donnés aux collaborateurs ont eu des résultats fructueux.

D'une enquête menée par le journal sur le thème : « Oxygène, c'est quoi pour toi », ressort tout d'abord — avoué sans complexe et ceci aussi relève d'une certaine démarche — son résultat extrêmement fragmentaire : 3 % des lecteurs ont répondu au questionnaire. Sur ce pourcentage, le journal accuse une moyenne d'âge — trop élevée — de 21 ans et demi. Mais le ton général est apprécié : « j'ai l'impression de m'entendre parler », dit un jeune ; un autre a « abandonné Tintin pour Oxygène ». De divers témoignages et notamment d'une discussion dans une école après distribution, on conclut cependant que « l'aspect politique frappe beaucoup plus que l'aspect jeune ». « Oxygène, le journal qui respire par vos luttes », apparaît souvent comme un être amphibie, laissant insatisfaits les mordus du « style Actuel » et les militants qui réclament « plus d'arguments » pour leur activité politique. On peut objecter que ceci est d'abord le rôle de l'organisation et qu'il existe d'autres moyens qu'un magazine de jeunes pour approfondir la réflexion politique, d'autres outils de propagande aussi pour l'action. Souvent encore des militants incriminent un humour qu'ils estiment trop « acide » alors que d'autres y voient un facteur de salubrité et reprochent aux premiers de cultiver un « militantisme rabougri ».

Quant à l'accusation de faire du « sous Actuel », Jean Lemaître répond que la rédaction s'efforce de prendre à son compte ce que ce style journalistique a d'efficace tout en évitant son travers de superficialité, de cynisme voire de mépris pour les réalités humaines montées en épingle. L'événement, explique-t-il, n'est pas toujours où l'on croit, il peut se nicher dans des faits dépourvus (parfois en apparence) d'aspect sensationnel, mais socialement

et humainement significatifs. Qui parlera d'un Quick-GB où « certaines filles ont pleuré : elles sont considérées comme de la merde » ? Ou d'une très ordinaire reprise en mains autoritariste au lycée de Berkendael ? Il s'agit de donner une dimension journalistique et, de là, politique, à un refus de l'indifférence sociale dont s'accommode la presse à sensation tout en prenant des armes à celle-ci pour combattre cette indifférence. Je partage cette optique.

« Oxygène » est-il condamné à cette valse-hésitation entre journalisme et militantisme ? (\*) Ou une symbiose dialectique est-elle possible ? « L'expérience d'un journalisme vivant permet d'ailleurs de remettre en cause bien des choses politiquement », me confie Jean qui regrette une sous-utilisation politique du journal par des militants qui reprochent en même temps à « Oxygène » de ne pas être assez l'outil de la JC. N'est-ce pas parce qu'ils perçoivent mal le rayonnement politique à large spectre que permet un journal du type magazine ? Ne peut-on même penser que l'information sur les activités et prises de position de l'organisation aurait plus de poids spécifique dans le cadre d'un journal plus ouvert encore, qui ne serait plus édité sous le nom de la JC et offrirait une tribune pluraliste à la jeunesse progressiste ?

La diversité des préoccupations et sensibilités posera quoi qu'il en soit toujours des problèmes. Expliciter didactiquement des notions « qui nous paraissent évidentes » ne risque-t-il pas de lasser des jeunes déjà un peu plus informés ? Faut-il à l'inverse répondre d'abord aux besoins d'un public « déjà plus proche de nous » au détriment de la masse des jeunes ? Et comment assortir chaque article « vécu » d'extrapolations politiques en évitant de créer une impression de rabâchage ? La formule la mieux adaptée serait sans doute celle d'un journal à plusieurs étages, proportionnés en fonction des publics, avec chaque fois au moins un dossier bien étayé sur un problème. On pour-

rait faire mieux comme y songe la rédaction avec 72 pages au lieu de 36, mais...

Mais l'argent pleut moins que la critique et le début de succès commercial d'« Oxygène » ne peut faire illusion. Assis « entre deux chaises » le journal ne parvient pas à s'autofinancer. Il est encore tributaire des subsides du Ministère qui se font d'ailleurs de plus en plus attendre. Les insuffisances du journal en tant que magazine, une variété qui laisse encore à désirer, un fréquent manque de soin technique et certaines raideurs ou incohérences dans la mise en pages (qui pourtant s'est nettement améliorée), le manque de consistance de certaines rubriques (pour la musique rock par exemple), peuvent freiner le « boom » du départ, les collaborateurs et les lecteurs ne sont pas à l'abri du découragement ou du désintérêt. « L'Offensive » avait déjà subi le contrecoup négatif de l'effet de nouveauté. Et si l'adjonction récente d'un CST de trois personnes aux deux permanents existants est un heureux ballon... d'oxygène, il n'est pas inépuisable. Or les progrès accomplis entraînent sans cesse d'autres besoins. « Il était illusoire », m'explique Jean, « de croire qu'on pouvait s'appuyer essentiellement sur la sympathie ». D'où l'idée de payer d'audace, d'investir encore plus dans une formule commercialement plus ambitieuse et nécessairement plus indépendante. Ne faudrait-il pas choisir entre ce risque commercial à courir et celui d'un retour à l'ancienne formule, ou tout au moins d'une régression et d'une perte d'impact du journal qui se contenterait de survivre grâce à l'ossature de l'organisation ?

Si la mise de fonds est possible j'avance l'idée qu'il y a ici une double chance à saisir : pour un mouvement qui gagnerait en crédit moral à soutenir résolument la diffusion et la confection d'un véritable magazine (pour la simple et bonne raison que cela répond à

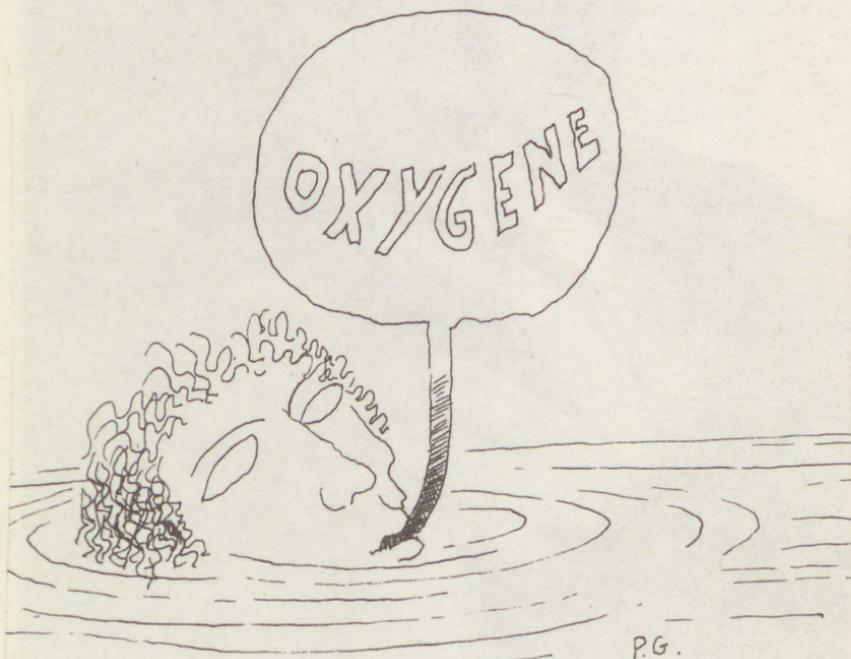
un besoin réel des jeunes), et pour un journal à qui cet appui éviterait peut-être le sort final de tant de ses confrères.

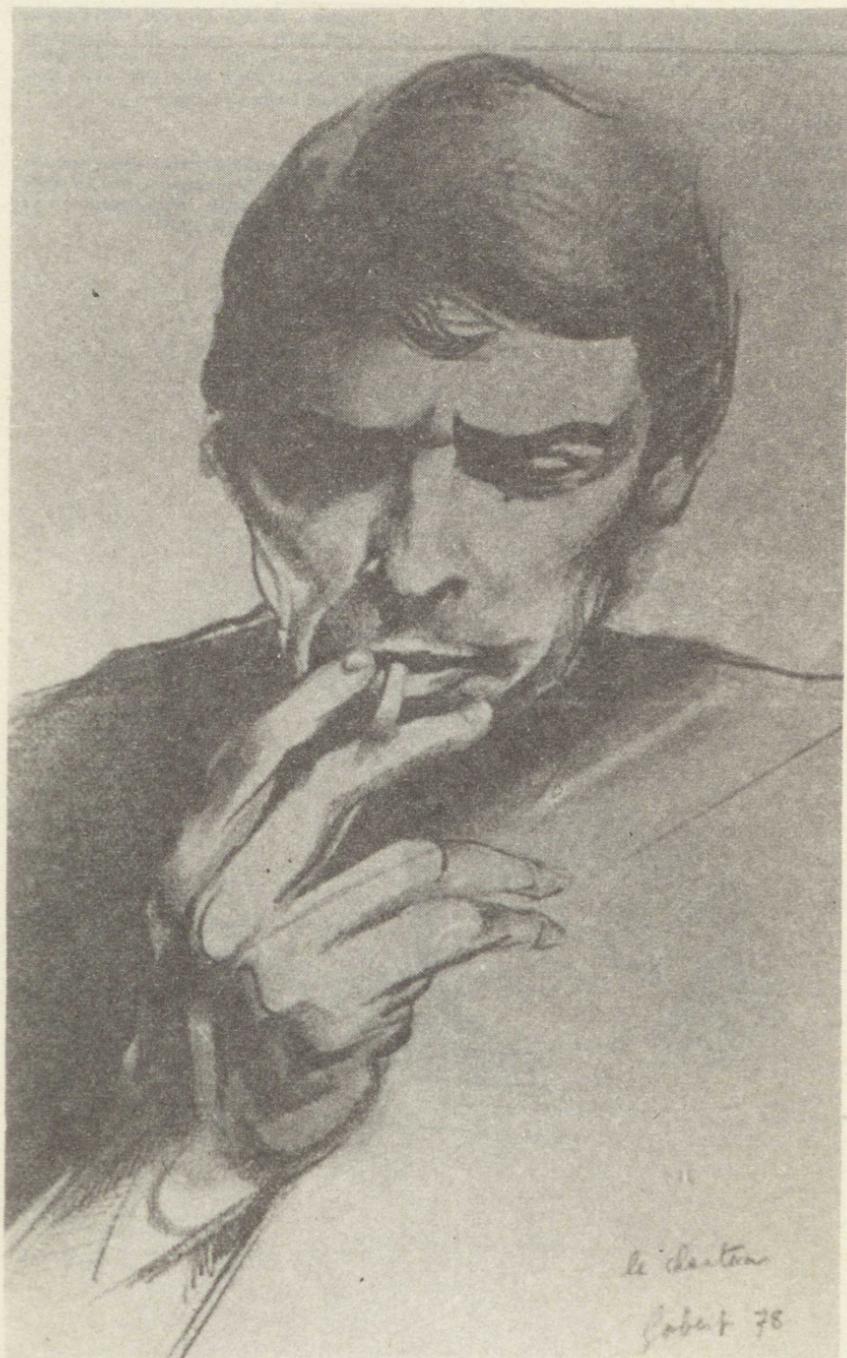
Qu'« Oxygène » vive et se développe n'est pas sans intérêt pour la qualité de l'air politique que nous respirerons demain.

**Pierre ERGO.**

« Oxygène », rue de la Poste 228, 1030-Bruxelles (tél. 02/242.50.32). Le numéro : 30 F. Abonnement annuel (10 numéros) : 200 F. De soutien : 300, 500 et 1.000 F. Compte CGER 001-1132927-43 d'« Oxygène » avec la mention « abonnement ».

(\*) Sur les contradictions entre « logique journalistique » et « logique d'organisation », cf. « La presse, ses lecteurs et ses Ayatollah », Marc Delepeleire, « La Revue nouvelle », décembre 1980.





## PAUL GOBERT

Né en 1945, Paul Gobert qui a encore, espérons-le, de nombreuses années de création devant lui, n'a pas craint en frappant à la porte des C.M. de subir le sort du malheureux qui figure sur notre couverture. Son inspiration n'est d'ailleurs pas que satirique (elle l'est surtout dans l'illustration) et outre le dessin, Paul est aussi et d'abord peintre, plus particulièrement peintre muraliste bien que les commandes soient rares en ce domaine... Il est membre du Collectif d'art public (qui a pour objectif l'insertion de l'art dans la vie sociale) et a collaboré avec Roger Somville — son professeur à l'académie de Watermael-Boitsfort — à la décoration de la station du métro Hankar à Bruxelles. Les murs du dépôt communal de Boitsfort portent aussi sa griffe et il a contribué avec Xavier Crols et Peter Schupisser à la réalisation d'un mural de 200 m<sup>2</sup> aux « Charmettes » à Genval avec la participation d'enfants. Il a exposé à Anvers, Amsterdam, Liège, Namur, Bruxelles (notamment pour l'inauguration récente de la maison de la Fondation Jacquemotte), a dessiné dans des hebdomadaires et s'est aussi mis à la BD, entre autres dans « Pilote ».

### Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

#### DU MONDE ENTIER

rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

#### CERCLE D'ÉDUCATION POPULAIRE

rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

#### LIBRAIRIE QUOTIDIENNE

chaussée d'Ixelles 331  
1050 Bruxelles

#### LA RABOUILLEUSE

chaussée d'Ixelles 221  
1050 Bruxelles

#### PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES

av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

#### LIBRAIRIE MISTRAL

Parvis de Saint-Gilles 8  
1060 Bruxelles

#### LE LIVRE ROUGE

av. Jean Volders 41  
1060 Bruxelles

#### LIBRAIRIE CORMAN

rue Ravenstein 28-30  
1000 Bruxelles

#### LIBRAIRIE LEFÈBVRE

rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

#### MACONDO

Galerie Bortier 8-10  
1000 Bruxelles

#### LIBRIS - 44

Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

#### LIBRAIRIE

#### DE LA COMMUNE

rue des Grands Carmes 9  
1000 Bruxelles

#### LIBRAIRIE L'AUTRE RIVE

rue Sœur de Hasque 11  
4000 Liège

#### LIBRAIRIE BIBLIO

rue de la Régence 53  
4000 Liège

#### KRITAK

Vesaliusstraat 1  
3000 Leuven

#### LIBRAIRIE DÉRIVE

rue Sous le Château 46  
5200 Huy

#### CLUB ACHILLE CHAVÉE

rue du Temple 25  
7100 La Louvière

#### F.N.A.C.

rue des Cendres 16  
1000 Bruxelles



ELEMENTAIRE  
MON CHER WATSON  
... ABONNEZ - VOUS !

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F  
L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F  
Etranger : 700 F  
Soutien : ..... F.

ADRESSE : 40, rue des Foulons, 1000 Bruxelles  
Téléphone : (02)512.07.04  
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :  
Rosine Lewin/rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

70 F